

IDEOLOGIE DES PROMOTEURS DES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT
EXEMPLE DE L'Opération Yabassi-Bafang au Cameroun

par J.-C.BARBIER, sociologue de l'ORSTOM

Idéologie des promoteurs des opérations de développement,
exemple de l'Opération Yabassi-Bafang au Cameroun

par J.C. BARBIER

sociologue de l'ORSTOM (+)

La préparation et le lancement des opérations de développement donnent lieu à une littérature particulièrement volumineuse de la part des bureaux d'études et d'aménagement chargés de ces opérations. Apparemment, cette littérature constitue un effort pour mieux connaître les milieux ruraux concernés, préciser les objectifs des opérations, en prévoir les étapes, en justifier les méthodes choisies, en préciser les modalités de réalisation. Un budget important est consacré à ce genre d'études. De nombreux rapports suivent : bilans d'activités, missions d'évaluation, etc.

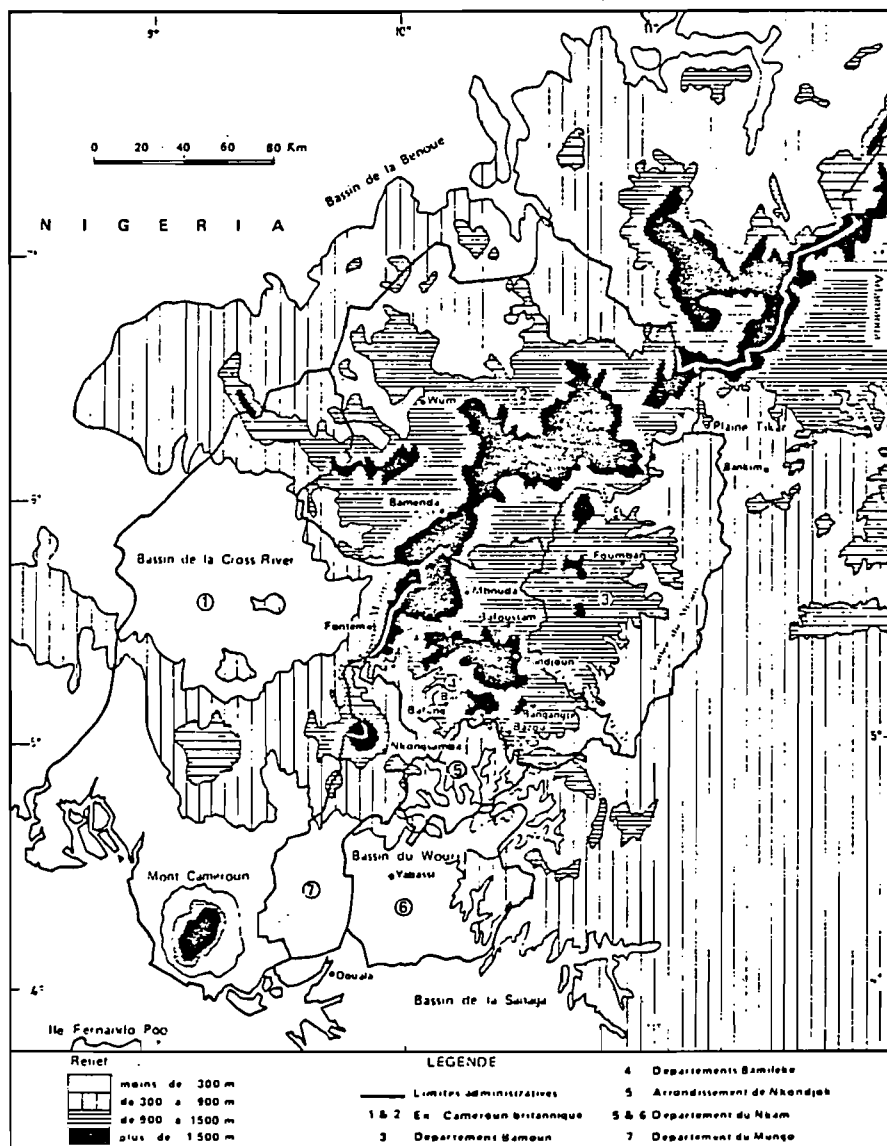
Qu'en est-il de cette littérature ? Est-elle le fruit d'un réel effort de connaissance, ne serait-ce que par des inventaires ? On constate qu'elle est souvent négligée par les milieux scientifiques comme faisant partie d'une recherche appliquée à court terme, trop soumise à des contraintes de temps, d'où des enquêtes de terrain trop brèves, des inventaires incomplets, des données compilées sans vérification, des concepts non affinés, des rédactions hâtives, des jugements trop globaux. Elle est par ailleurs souvent tournée en dérision, les résultats escomptés étant rarement atteints. Nous ne nous attarderons cependant pas sur ces aspects sachant que toute ^{action} a ses limites et ses imperfections. Nous devons, par contre, nous interroger sur la nature des connaissances accumulées avant le lancement des opérations de développement, sur les conditions de leur production, sur leur destination.

(+) Recherche effectuée à l'Institut des Sciences Humaines (Yaoundé), dans le cadre des accords de coopération scientifique ORSTOM-DGRST du Cameroun.

Afin de jouer le jeu, c'est-à-dire d'éviter d'accabler des promoteurs ayant essuyé un échec trop patent, nous prendrons comme exemple une opération dont on peut saluer le relatif succès : l'Opération Yabassi-Bafang au Cameroun. Lancée en 1966, en contre bas des plateaux de l'Ouest, cette opération de colonisation agricole représente un effort important de mise en valeur de la zone forestière du sud du Cameroun par l'immigration. Localisée à la périphérie du pays bamiléké où les densités dépassent en maints endroits plus de 200 habitants au km², elle prend la suite d'une opération de desserrement démographique entreprise par l'administration coloniale, en 1932, sur la rive gauche du Noun; mais alors que celle-ci n'était pas ^{parvenue} à drainer une immigration suffisante (2 400 habitants seulement en 1967), l'Opération Yabassi-Bafang pouvait faire valoir, dix ans après son lancement, en 1977, ses 15 villages et ses 1 578 colons (appelés localement "pionniers"), représentant alors une population de 5 162 habitants. Ces 15 nouveaux villages s'échelonnent de part et d'autre d'un axe routier reliant deux chefs-lieux de département, Bafang et Yabassi, d'où le nom donné à cette opération.

La SCET-Coopération fut chargée de son lancement et nous pouvons dire que, dans son ensemble, le personnel chargé de l'encadrement technique réalisa sa tâche avec conscience, compétence et très souvent avec dévouement. L'analyse critique que nous proposons, ne concerne en aucune manière le travail concret des intervenants. Il s'agit en effet d'une réflexion plus globale, sur un système ^{où} les individus se trouvent inclus indépendamment de leurs qualités personnelles et de leurs propres actions. Preuve d'ailleurs que la SCET-Coopération a rempli son contrat : dès 1970, elle transmettait la gestion de l'affaire dans de bonnes conditions à un organisme public camerounais, la SODENKAM (Société de Développement du Nkam, du nom du département siège de cette opération).

L'ouest du Cameroun



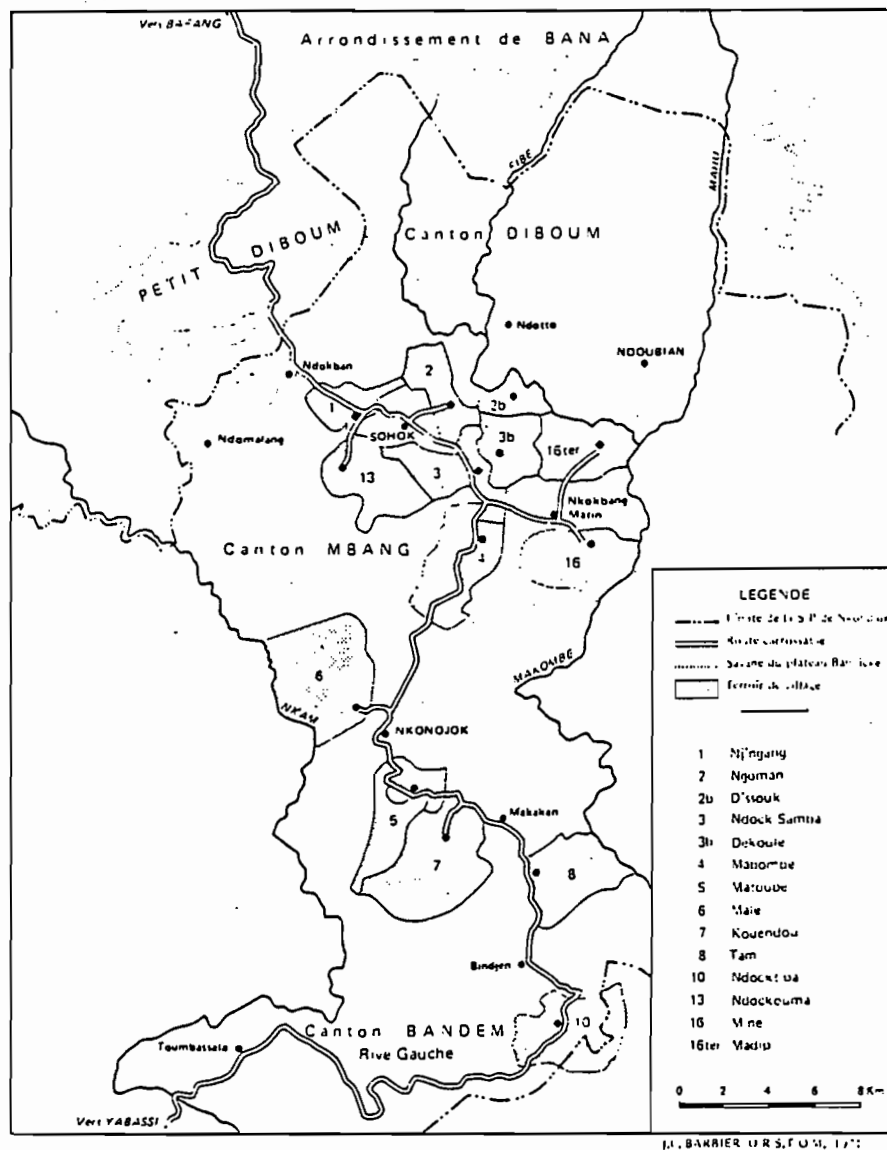
L'étude des décalages, facilement observables entre les hypothèses de départ et les réalisations effectives, constitue une excellente introduction à une analyse critique de la littérature consacrée à la préparation et au lancement des opérations de développement. Ces décalages révèlent la façon dont est produite cette littérature, ils rendent plus visible l'idéologie des promoteurs et facilitent le dévoilement des mythes. Pour les experts chargés des missions d'évaluation qui suivent inéluctablement le lancement d'une opération, il s'agit là d'erreurs à rectifier dans une perspective réformatrice; nous y verrons, quant à nous, les effectifs d'une "rationalité" des promoteurs que nous évoquerons dans une seconde partie. Dans le cas de l'Opération Yabassi-Bafang, mais aussi dans le cas de bien d'autres opérations de développement, des stéréotypes ont été mis en avant, des idées largement répandues dans les milieux intervenants: nous les appellerons des "présupposés idéologiques". Ils sont à l'origine d'un grave hiatus entre les promoteurs et les milieux ruraux concernés.

&

&

&

Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang



I - Quelques exemples de présupposés idéologiques

A - Le mythe des vases communicants :

Les milieux ruraux africains présentent de nombreux exemples de voisinage entre des régions de très fortes densités démographiques et d'autres qui apparaissent au contraire peu occupées. Dans l'ouest du Cameroun, les plateaux bamiléké, et dans une moindre mesure ceux de la région de Bamenda, connaissent une charge démographique notable puisqu'en maints endroits elle atteint plus de 250 hab. au km²; par contre les périphéries de ces plateaux sont en creux sur une carte démographique. Ainsi le canton Mbang, où s'est déroulé la première phase de l'Opération Yabassi-Bafang, ne comptait que 4,5 hab. au km² avant la venue des colons. La tentation est alors grande de vouloir "desserrer" les zones surpeuplées en déversant le trop-plein démographique dans les zones avoisinantes qui s'y prêtent. En cela, l'Opération Yabassi-Bafang, lancée en 1966, est l'héritière directe d'une colonisation de peuplement organisée par l'Administration coloniale française en pays bamum, sur la rive gauche du Noun, en 1928.

La tentation est donc grande, pour les stratèges du développement, de tracer une flèche directionnelle partant des zones de haute pression vers celles de plus basse pression, et annonçant les mouvements migratoires qui ne manqueront pas d'être induits par l'opération de développement.

En 1967, "l'avant-projet de mise en valeur de la région du Nkam" (31:10-11) s'inquiète du dépeuplement du pays mbang

17

1 9 7 6



source: B.C.R. - Yaoundé

à qui il n'accorde qu'une densité de 2,5 hab. au km², et voit la solution dans une "réunion" des pays bamiléké et mbang au moyen d'une liaison routière :

"... (la route) conduira à la mise en valeur complète de cette portion du territoire par l'échange des moyens de production. Le pays bamiléké pouvant fournir la population, le pays mbang offrant la terre - et, par là, bénéficiant au maximum de l'opération"

Au delà du pays mbang, c'était la conquête du "désert vert", c'est-à-dire des immensités forestières du Cameroun méridional insuffisamment mises en valeur ...

Les mouvements migratoires n'obéissent cependant pas aux mêmes lois que celles régissant le climat ou le transvasement des liquides ! d'autant plus que la liaison routière n'a jamais pu être permanente. Construite en latérite de 1965 (début des travaux routiers sur le segment Bafang-Petit Dibum au mois de février) à 1970 (construction du pont de Toumbassala sur la rivière Nkam), par le Génie Militaire, la route, dégradée à chaque saison des pluies, exige de gros travaux d'entretien. Ceux-ci, à la charge des Travaux publics de deux départements (le Haut-Nkam et le Nkam) ne sont pas systématiquement effectués, si bien qu'en 1972, une mission d'évaluation, préconisa le bitumage des tronçons subissant des ravinelements particulièrement importants, ainsi que le bitumage complet de ce qu'on appelle localement "la falaise", c'est-à-dire le rebord abrupt du plateau bamiléké : "cette solution est indispensable si on veut éviter de laisser se dégrader irrémédiablement un investissement coûteux ; sans bonne route, l'opération de colonisation périlitera et la construction du pont de Yabassi ne se justifiera plus" (34 : 30). Cette amélioration décisive de l'axe routier n'est pas encore réalisée, ni envisagée pour l'instant par les responsables : elle augmenterait fortement le coût de l'opération, n'étant pas

exempte de problèmes techniques ainsi que l'indique le rapport d'évaluation précédemment cité : "les remblais ... n'ont pas été suffisamment compactés ... (ils) vont donc continuer à se tasser, ce qui écarte notamment la possibilité éventuelle de les surmonter d'une chaussée bitumée" (34:27).

Les colons installés par les soins de l'Opération dans la région de Nkondjok, ressentent cette précarité de la route coupée à chaque saison des pluies, où ne se hasardent que des véhicules brinquebalants qui n'ont plus rien à perdre du fait de l'état du revêtement et augmentent leurs tarifs en fonction des risques pris !

Ce n'est d'ailleurs pas sans réticences que les premiers colons acceptèrent de descendre dans cette zone de forêt, en contre-bas des plateaux de l'Ouest : "1964 : la forêt partout"; cette affirmation, peinte sur une stèle blanche à l'entrée du périmètre de "la zone de mise en valeur agricole", actualise pour le visiteur les premières impressions des colons, la plupart (96 %) provenant du pays bamiléké aux conditions écologiques très différentes (savane, climat moins humide, sols fertiles, etc.) . Il convient en effet de reconnaître qu'il faut une bonne dose de courage pour envisager, sans moyens mécaniques, le défrichement d'une forêt relativement dense (les groupes de travail remplirent une fonction sécurisante en stimulant l'ardeur et la régularité dans les rangs des colons). De surcroît, la faune de la forêt ne laisse pas le nouvel arrivant bénéficier des prémices des récoltes : les singes déterrent les tubercules, les serpents s'infiltrèrent dans les poulaillers, les oiseaux rapaces plongent sur les poussins dès que l'aire villageoise est suffisamment dégagée, les premières plantations furent saccagées par le passage d'éléphants. La nuit, le repos des habitants fut troublé par des moustiques et des processions de fourmis tant que l'orée de la forêt resta proche.

Nombreux furent les premiers colons qui cherchèrent en vain une femme acceptant le mariage avec eux ... et avec leurs conditions de vie ! Des épouses s'enfuirent. Les dirigeants de l'Opération durent organiser des conférences dans les établissements scolaires féminins des villes les plus proches, notamment à Bafang, pour combattre les rumeurs par trop alarmistes.

Dans un discours adressé au Président de la République du Cameroun, le 10 avril 1968, un colon exprima cette dure confrontation avec la forêt : "quand nous sommes arrivés pour la première fois dans cette zone, nous étions vraiment effrayés par la forêt. Maintenant, cette forêt qui nous effrayait commence à fuir devant nous" (a) .

S'engager dans une opération de colonisation agricole en forêt n'est pas sans problèmes. Toute enquête socio-économique doit savoir descendre au niveau du vécu, au niveau des sentiments des individus concernés, afin de comprendre la façon dont sont perçus les obstacles : la route non permanente, la forêt oppressante, l'éloignement des villes, les titres de propriété qui se font attendre bien que le délai des cinq ans soit maintenant écoulé, etc ...

Les promoteurs avaient prévu une immigration annuelle de 500 colons par an. De 1966 à 1976/77, il n'en vint que 228, chiffre réduit à 137 si l'on tient compte des défections. En fait, le solde démographique concernant les seuls chefs de ménage, c'est-à-dire les colons, oscille selon les années entre 26 (!) et 287 personnes (48:99).

D'une façon générale, on peut dire que les mouvements migratoires résultent d'une multitude de calculs économiques réalisés par des individus, calculs dans lesquels avantages et inconvénients sont mis en balance, une solution étant parfois concurrencée par d'autres. Il s'avère particulièrement difficile

(a) cité par MOMO Grégoire dans un rapport d'activités sociales du 1er semestre 1968.

d'avancer des pronostics, sauf dans le cas où ^{des} mouvements spontanés d'immigration suggèrent qu'un glissement de population se prépare.

Les rapports annuels de l'Opération eurent tôt fait de qualifier de "désertions" les premiers départs, manifestation classique d'une société qui se sent atteinte dans ses valeurs par l'attitude de rejet des partants (a); mais cette désillusion est fonction d'objectifs démographiques fixés à priori et d'une façon tout à fait arbitraire.

B - La foire aux spéculations

Les agriculteurs participant à une opération de colonisation agricole, l'observateur en déduit une convergence d'intérêt entre les dirigeants de l'opération et les immigrants. Effectivement dans le sud du Cameroun, de nombreux paysans traditionnels ne pouvant mettre en valeur, sur place, une plantation de café et de cacao de taille suffisante, n'hésitent pas à s'installer dans d'autres milieux ruraux, là où ils peuvent accéder plus facilement à la terre, misant sur une augmentation des superficies pour accroître leur production. C'est ainsi que les Bamiléké commencèrent à émigrer dans le département du Moundou dès le début de ce siècle, ^{et} qu'aujourd'hui on peut s'attendre à un phénomène comparable de la part des jeunes Eton de la région de Yaoundé (b).

(a) MERTON R.K., (1965) - Eléments de théorie et de méthode sociologique - Paris, éd. Plon, 514 p., p. 230

(b) DELPECH B., (1976) - Le pont de l'Enfance et le projet "1000 familles", note sur les opinions et aspirations de jeunes paysans de la Lékié - Yaoundé, ONAREST, note multigr., 25 p. et (1979) - "Un essai de prospective sociale : esquisse d'une communauté pionnière imaginaire par de jeunes ruraux sud-camerounais", Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum., vol. XVI, n° 1-2, pp. 153-176.

Cette participation active de certaines populations au développement des cultures d'exportation ouvre la porte à tous les projets imaginables, supposés rémunérateurs pour l'exploitant agricole individuel. Une longue liste de spéculations économiques accompagne toujours la moindre opération envisagée ! L'opération Yabassi-Bafang, située dans un milieu naturel riche en potentialités, ne devait pas échapper à cette pratique.

L'accent a été mis sur la caféiculture et la cacaoculture qui correspondent effectivement à ce que sont venus faire la plupart des colons; mais les promoteurs, à la recherche d'une rentabilité maximale, préconisent bien d'autres spéculations.

Les dirigeants encouragèrent la commercialisation de produits vivriers en prêtant des camions à la coopérative de l'Opération (C.R.E.A. Coopérative Rurale d'Ecoulement et d'approvisionnement) ... mais sans prévoir de zones affectées spécialement à ces cultures. La riziculture (non irriguée) fut conseillée, mais le faible montant du prix d'achat au producteur (34 F. CFA en 1970) découragea rapidement les colons d'autant que cette culture exige certains soins intensifs : lutte contre les adventices, surveillance des champs attaqués par les hérissons et les oiseaux, etc. Le poivrier, découvert dans la région à l'état sauvage, fut inscrit ipso facto sur la liste des spéculations, mais ce n'en fût pas une. On parla même du soja nécessaire à l'élevage des pays industrialisés, mais les colons firent la sourde oreille. On cita des plantes textiles (uréna, ramie) pour l'obtention de fibres. La vanille ne connut aucun début de réalisation pratique. L'arboriculture fruitière ne fut pas seulement proposée pour varier le menu quotidien des villageois, mais aussi en vue d'exportation (un rapport de 1967 prévoyait une production de 200 tonnes d'avocats) (31:39). On fût plus discret sur le palmier à huile qui relève d'une exploitation traditionnelle (une production de 100 tonnes par an était néanmoins prévue dans le même rapport de 1967).

Le Centre d'Appui Technique (C.A.T.) de Nkodjok donna l'exemple en matière d'élevage. En 1977, on recensait dans les villages installés par l'Opération : 3 711 volailles, 848 chèvres, 278 porcs et 96 lapins. Mais à défaut d'une infrastructure sanitaire (aucun poste vétérinaire dans la zone), les colons qui voulurent étendre leur petit élevage perdirent brusquement leur capital par suite d'épidémies. Le Centre d'Appui Technique était lui-même, de temps à autres, décimé par les épidémies malheureusement fréquentes en forêt.

Un troupeau de bovins résistants à la trypanosomiase séjourna pendant un certain temps dans les prairies du C.A.T. Beaucoup d'espoir furent mis dans ce troupeau, qui devait être ensuite réparti entre les divers villages. Dans l'avant-projet de "mise en valeur de la Région du Nkam", en 1967 (31:24), l'élevage faisait l'objet d'un programme progressif : élevage de volailles et de porcs, puis de caprins, en enclos; un élevage bovin en stabulation enfin. Les promoteurs poursuivaient là un but classique d'association agriculture - élevage, bien que nous fussions en forêt ! La traction animale fût envisagée mais seulement localement "à cause du relief et des roches présentes dans la majorité des champs", et la préférence - accordée au boeufs baulé par les auteurs d'un rapport de 1965 (28:44) car, disaient-ils, "... les colons, peu habitués au gros bétail, pourront davantage s'accomoder d'une bête tranquille, susceptible de se transformer en animal de trait."

Un rapport d'évaluation fait le point sur cette question en 1972 (34:83) avec plus de réalisme :

" On n'a sans doute pas discerné suffisamment toutes les servitudes que cet élevage imposera aux pionniers. Il faudra tout d'abord entreprendre des cultures fourragères, donc les prévoir dans l'exploitation : cela est possible, mais certainement pas dans l'immédiat. Le sous-bois ne constitue quère un milieu favorable à l'alimentation de bovins. Ensuite le pionnier devra construire une étable-fumière, car, dans une région

où il pleut neuf mois sur douze et avec un total de pluies de près de trois mètres d'eau, il est impensable de laisser les animaux constamment à l'extérieur. Le pionnier devra entreposer de la paille pour faire des litières sinon le sol de l'étable sera vite transformé en bournier.

Il faut enfin tenir compte du problème sanitaire. Sous ces climats, les animaux devront être détiqués et déparasités régulièrement, sans quoi ils dépériront rapidement.

On voit que les difficultés ne manqueront pas et malheureusement on discerne très mal les avantages éventuels que les pionniers pourront retirer de cette spéculation."

Et nos auteurs de proposer que les bovins du C.A.T. de Nkondjok soient utilisés à des opérations de transports !

Une ouverture sur les activités du secteur secondaire est par ailleurs préconisée dès les premiers rapports, grâce à une industrialisation à partir de la production agricole. Il s'agit d'amorcer "une certaine industrialisation" qui "débute-
ra d'abord par l'apparition des usines de transformation de
produits agricoles: usine à café, usine à avocat, huilerie,
scierie, etc. Ultérieurement, il serait souhaitable que ces in-
dustries fournissent des produits plus élaborés (jus de fruits,
vin de palme par exemple)" (1967 , 31:21). Les auteurs de ce dernier rapport pensent aussi aux activités artisanales (vannerie de luxe).

C'est dire que le programme offert aux colons est particulièrement vaste, mais nous remarquerons, pour notre part, que ces activités ne sont nullement programmées dans le temps, ni articulées entre elles, ni dotées de moyens concrets. C'est une longue énumération d'hypothèses non vérifiées; une liste de possibilités, dans laquelle chaque item est juxtaposé aux autres; une ébauche de plan largement ouverte aux spéculations économiques, mais en définitive peu convainquante après un premier temps de séduction.

C - Lotissement contre terroir

La première étude préliminaire quelque peu approfondie, sur la zone où devait se dérouler l'opération, a été menée par un agronome (28) qui, avec la prudence habituelle de sa discipline scientifique, mit en avant les précautions à prendre :

" La mise en valeur agricole des régions forestières intertropicales soulève des problèmes d'ordre agronomique extrêmement délicats et qui font encore l'objet de discussions théoriques.

Nous avons donc été amenés, pour justifier les solutions proposées dans ce cas particulier, à insister d'une manière plus générale sur certains aspects de ces problèmes et en particulier sur les phénomènes de dégradation des sols cultivés en zone forestière, sur les questions de jachère, et sur les expériences réalisées en d'autres régions de l'Afrique Intertropicale."
(28:1, Introduction)

Pour ce spécialiste de l'agriculture en forêt, la région de Nkondjok présente en effet quelques inconvénients :

- les sols sur socle sont d'une qualité culturale médiocre;
- le relief est mouvementé et les pentes fortes;
- l'érosivité est importante par suite de l'intensité des averses et de la longueur de la saison des pluies;
- la forêt est déjà à un stade secondaire, ayant subi des défrichements antérieurs.

Notre agronome ne se réjouit pas non plus en apprenant l'arrivée de colons bamiléké. L'accueil est plutôt froid :

" Si les Bamiléké doivent constituer la grande partie de la masse des colons, ils sont certes un élément précieux pour leur caractère de bons agriculteurs, pour une mise en valeur agricole, mais ils devront quitter certaines façons culturales auxquelles ils sont habitués dans leur territoire d'origine" ! (28:27).

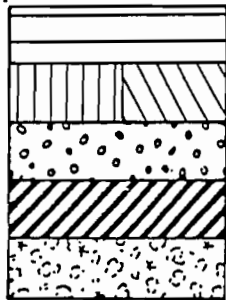
Il leur reproche des méthodes culturales incompatibles avec la conservation des sols en forêt : billons dans le sens des pentes, sarclage qui détruit le couvert végétal, insertion des cultures vivrières entre les rangs de caféiers (plantations dites "mixtes").

Le terme logique de sa démarche est la présentation d'un terroir type basé sur le critère des pentes (elles sont parfois très accusées du fait du relief mouvementé de la zone ; une excellente carte des pentes au 1/20 000 a été dressée par les soins de la SCET-COOP) (13), et sur les espèces cultivées et leur capacité de retenir le sol par leur couvert végétal et leur enracinement. Il recommande que les cultures vivrières annuelles soient pratiquées sur les terrains relativement plats (pentes de 0 à 3 %); les cultures vivrières pluriannuelles telles que les bananiers et le manioc _____ mises sur des pentes plus fortes mais, provoquant " un ameublissement des sols qui les rend plus fragiles à l'érosion", elles devraient alterner avec des bandes de jachère forestière; enfin, toujours selon une pente croissante : les cultures arbustives (caféiers, cacaoyers, etc...), puis arboricoles (élaéis, avocats, etc...) sur des pentes de 10 à 25 %.

Ce projet de terroirs villageois impliquait la réservation des meilleurs endroits pour les cultures vivrières, soit 27,8 % des superficies utilisables (et 43,3 % dans la partie la plus favorable de la zone de colonisation !). Pour les promoteurs, le projet était incompatible avec la vocation de la zone dont on attendait surtout une augmentation de la production

SCHEMA DE PRINCIPE POUR L'ORGANISATION DU TERRITOIRE
D'UNE ZONE A VOCATION AGRICOLE présenté par un agronome

source: SCET-COOP, 1965. - Etude de la liaison routière Yabassi-Bafang et de la mise en valeur de la partie nord du département du Nkam; esquisse de mise en valeur agricole de la région test, s.l. 107 p. multigr., p.39 b.



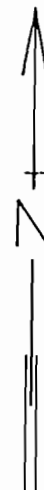
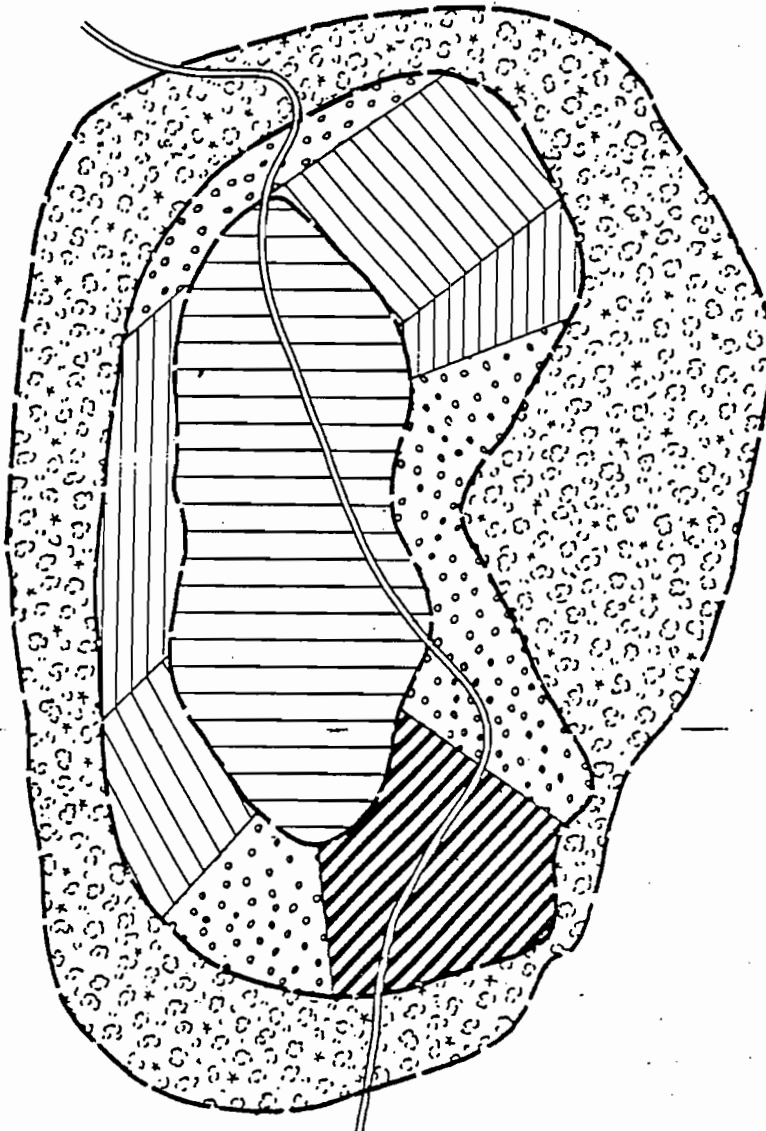
cultures vivrières annuelles sur pentes de 0 à 3%

cultures vivrières pluriannuelles (bananiers, manioc) sur pentes moyennes (3 à 10%); avec bandes de jachère

cultures arbustives (café-cacao) sur pentes de 3 à 10%

zone d'habitat (pente de 3 à 10%)

cultures arboricoles (arbres fruitiers) sur pentes fortes (de 10 à 25%)



exportée à l'étranger : café et cacao. Le rapport de l'agronome fut retiré de la circulation et lui succéda un document en 5 tomes (30) où ses précautions sont carrément évacuées. Les auteurs de ce second document prennent d'emblée position contre la jachère forestière qui "ne permettrait qu'un faible taux de mise en valeur, se répercutant gravement à la fois sur la capacité d'accueil de la zone concernée et sur l'intérêt économique du projet"; et préconisent une autre logique : "c'est dans l'optique de l'intensification que se sont délibérément placés les auteurs du présent projet".

- " Les lignes directrices de cet essai de solution sont les suivantes :
- sortir de l'économie de subsistance pour entrer dans l'économie de marché, ce qui implique :
 - l'abandon du système des cultures vivrières systématiquement inclus dans chaque exploitation - ce qui aura, en outre, l'avantage de supprimer le goulot d'étranglement imposé par les disponibilités relativement réduites en surfaces à faible pente, les seules, en principe, utilisables pour les cultures vivrières;
 - la différenciation au maximum des activités et donc la spécialisation. Toutefois, l'abandon des cultures vivrières ne pourra être réalisée que progressivement au fur et à mesure du développement des plantations (période de mise à fruit)."(30).

Parallèlement, il convient de moderniser l'agriculture par le développement de l'utilisation des engrais et, si possible, l'introduction d'un élevage de gros bétail trypano-tolérant.
(30:5)

Pour réaliser un tel programme, les auteurs comptent sur l'approvisionnement de la zone en produits vivriers par le pays bamiléké tout proche, ainsi que sur la malléabilité des immigrants (!) dont ils pensent qu'il serait dommage de ne pas en

profiter" ! Nous voilà en pleine stratégie manipulatoire du côté des promoteurs ...

Enfin, il ne reste plus rien des précautions de notre agronome puisque les pentes de 25 à 40 % sont incluses dans le programme : "... à utiliser éventuellement dans une phase ultérieure" (30:35) . La contestation du spécialiste est ouverte et ses observations, elles-mêmes, sont remises en cause :

" Il semble bien d'ailleurs, d'après l'observation sur place des terres cultivées sur fortes pentes - jusqu'à 50 % et plus - que les notions classiques en matière d'érosion ne s'appliquent pas automatiquement au cas de la région en cause. Il apparaît en effet que les phénomènes érosifs, pour des raisons qui restent à établir (couvert végétal, perméabilité du sol) sont nettement moins importants que l'on pourrait le penser à priori ... (30:4).

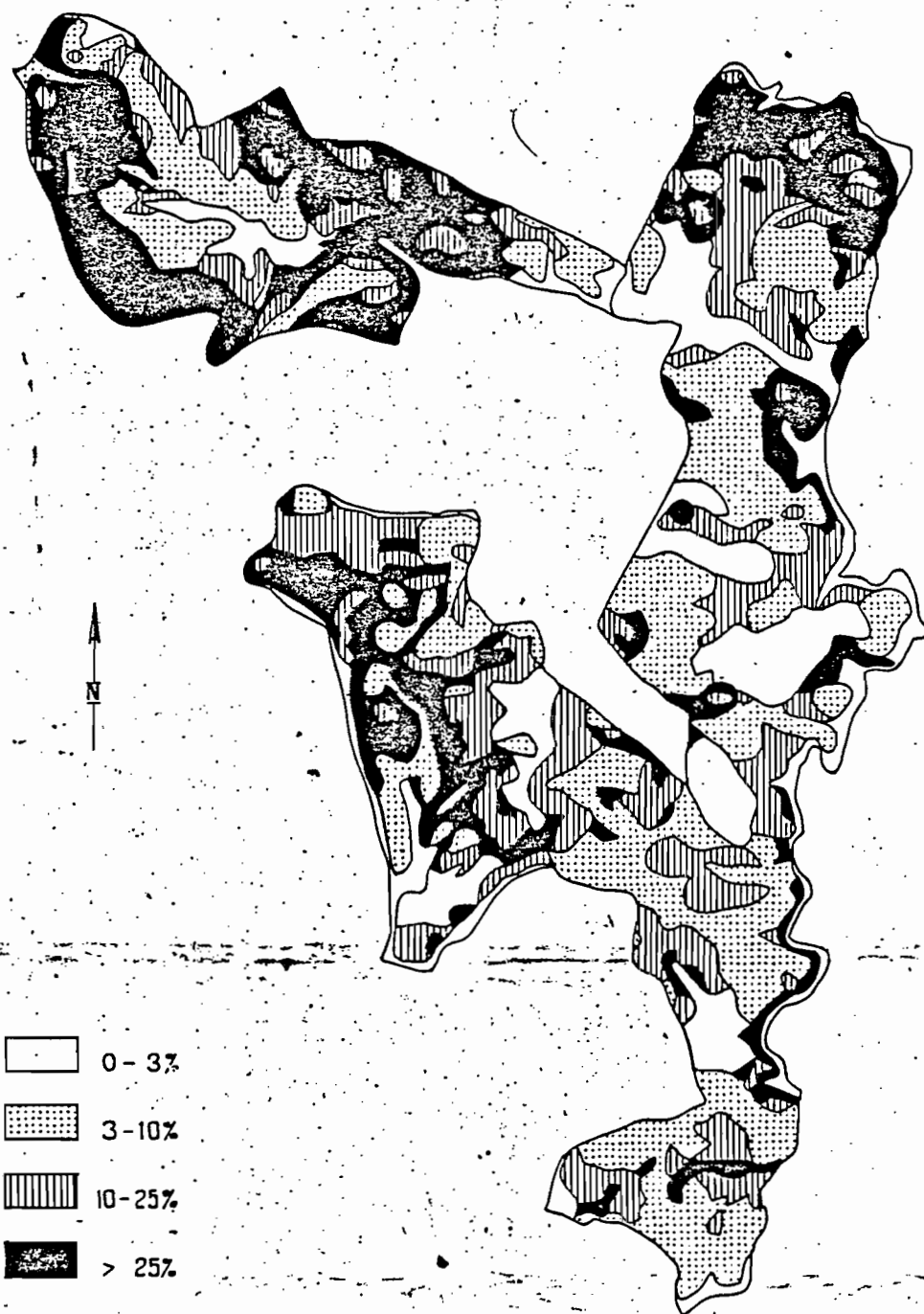
Ce rejet catégorique des cultures vivrières, au nom d'une agriculture spécialisée se situant résolument dans une économie d'échanges, n'a bien sûr pas été suivi par les colons qui, comme tous les paysans africains, veulent s'assurer d'abord d'une auto-consommation minimum. Ces colons se sont néanmoins trouvés, en quelque sorte, pris au piège car, n'ayant pas réservé d'emplacement pour les cultures vivrières dans les lots qui leur furent distribués, ils pratiquèrent ces cultures sur le front de défrichement ou entre les rangs des jeunes caféiers; si bien qu'actuellement, ils doivent aller parfois très loin pour entretenir leurs champs vivriers. Les femmes en sont les principales victimes.

Alors que le projet d'un terroir manifeste le souci d'une prise en considération des contraintes du milieu naturel ("la mise en valeur agricole doit avoir un caractère "prudent" en s'adaptant en tout aux conditions locales" disait l'agronome)(28:27), sa mise à l'écart conduit à une

CARTE DES PENTES

Terroirs de Njingang, Ngoman et Ndock-Samba
(Villages pionniers - S/P de Nkondjok - Département du Nkam)

Echelle 1/50 000
0 1 2 Km



négarion de ces contraintes et à une perception uniformisée de l'espace. Les fortes pentes ne constituent plus un obstacle infranchissable pour la mise en valeur, on se contente seulement d'évoquer - mais sans précision - la nécessité de travaux anti-érosifs (30:4). La diversité des sols est gommée dans un résumé pédologique on ne peut plus succinct : "Tous les sols de la région sont des sols ferralitiques de caractère relativement uniforme (l'influence de la roche mère ainsi que de la position topographique étant faible)" (31:13) (sic); or des tâches basaltiques existent dans la région de Nkondjok et les sols qui s'y développent sont nettement plus profonds et plus fertiles, ils conviennent entre autres aux tubercules exigeantes comme l'igname, et nous ne pouvons que regretter que les promoteurs n'aient pas utilisé ces lieux pour des cultures vivrières. Les colons d'un village implanté près de Nkondjok apportèrent d'ailleurs un démenti flagrant à une prétendue uniformité des sols en distinguant, dans le territoire qui avait été mis à leur disposition, l'Enfer, le Purgatoire et le Paradis (45:177) ...

L'espace désormais uniformisé se prête à un lotissement où le géomètre prend le pas sur l'agronome. Les terroirs sont quadrillés par l'application d'une grille standard et les colons reçoivent trois lots tirés au sort : un lot d'habitation et deux pour les plantations, l'un proche, l'autre plus éloigné. Seuls les lots se révélant être en plein marécage ou sur des pentes manifestement trop fortes, sont échangés.

Ce découpage arbitraire de l'espace sous-entend, en fait, l'exclusion par les promoteurs de certaines activités :

- les cultures vivrières considérées comme secondaires;
- l'utilisation rationnelle des bas-fonds pour des cultures de maraîchage, des pépinières villageoises sur le modèle de celles mises en place par les services techniques de l'Opération, des plantations de palmiers raphia également;

- la réservation d'une partie de l'exploitation pour l'élevage des bovins (prairies artificielles, enclos, etc.) alors que le programme de l'opération s'était fixé cet objectif !

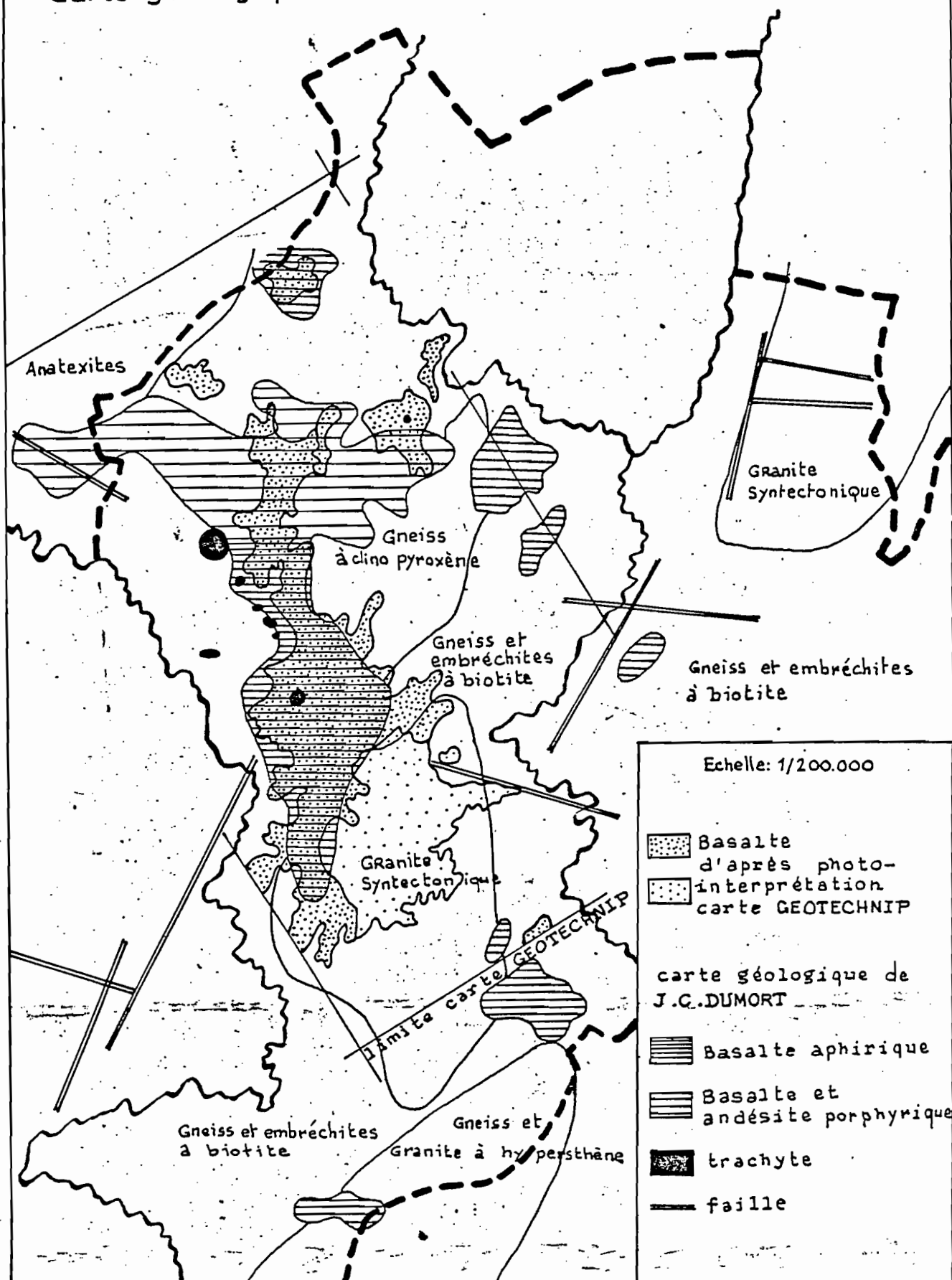
Autre inconvénient : le tracé des chemins pour l'accès aux lots et l'évacuation des produits relève du plus/^{grand} empirisme alors que "la solution envisagée à l'origine était d'utiliser comme chemins, les lignes tertiaires sur lesquelles aboutissent les lots de plantation (34:41). On aurait pu penser que ce tracé serait fonction du jeu des pentes, il n'en est, en fait, rien et le rapport d'évaluation de 1972, que nous venons de citer, propose que le service topographique se charge - enfin - du relevé des pentes " ce qui augmentera son coût de fonctionnement, mais évitera les erreurs agronomiques commises au cours de ces dernières années." (34:43).

Le rejet du terroir organisé est un avatar du mythe des terres vierges et rejoint la malléabilité supposée des colons :

" On se forge une idée toute particulière des terres neuves; on les traite comme des espaces vierges qu'on peut utiliser de manière toute nouvelle, un lieu où s'établissent des colons, qui, ayant rompu avec leur pays d'origine, brisent aussi avec des traditions paralysantes et sont prêts à de nouvelles aventures" (a).

(a) RAISON Jean Pierre, (1973) - "La colonisation des terres neuves intertropicales d'après les travaux français", Cahiers de l'O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum., vol. X, n° 4, pp. 371-403 (p. 394).

Carte géologique



D - Des colons malléables ?

Les promoteurs de l'Opération ne cachent nullement leur stratégie manipulateur vis à vis des colons :

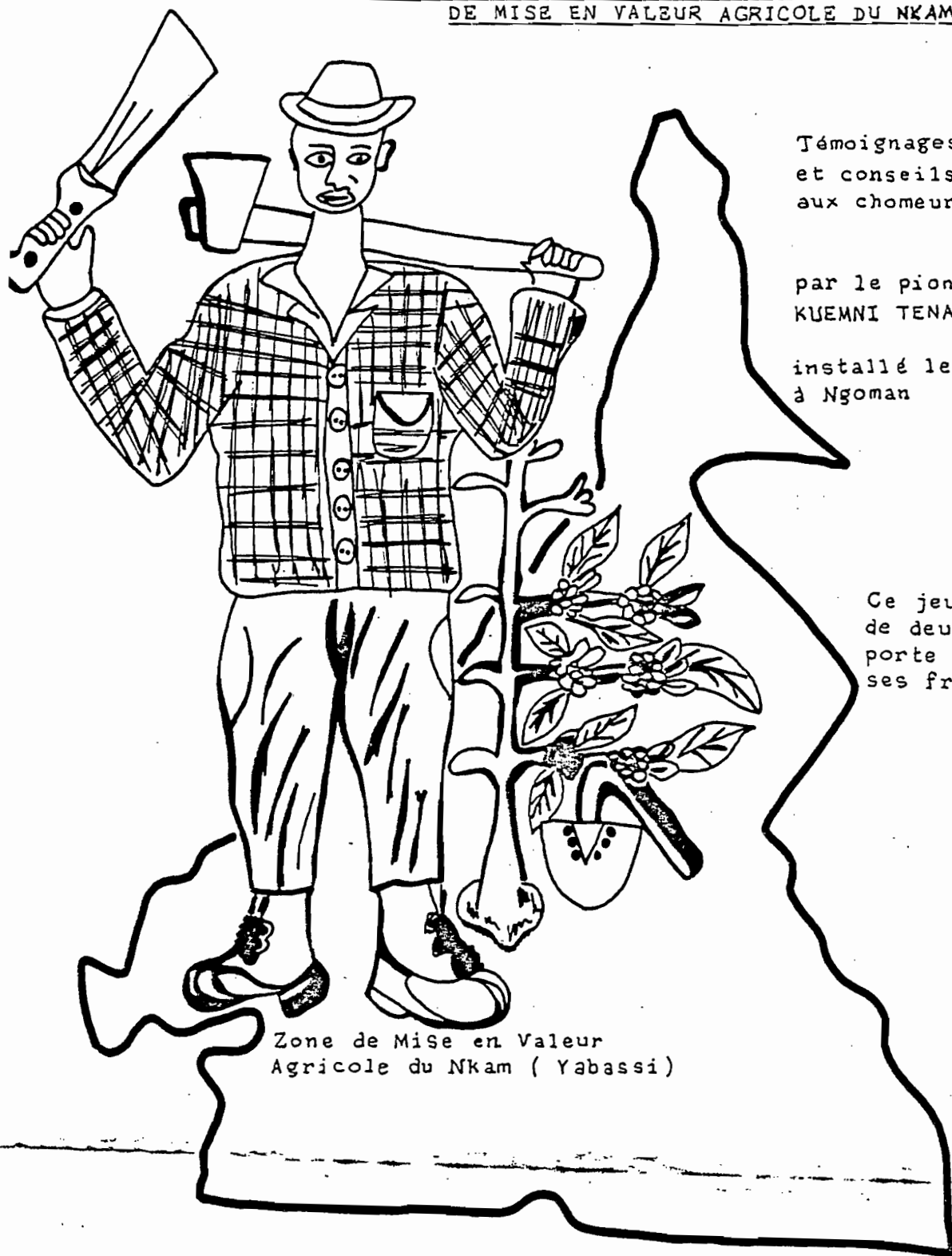
" Les immigrants, transplantés dans un milieu nouveau, coupés de leurs routines traditionnelles, se voyant octroyer des terres dans des conditions inédites, seront à priori, plus "malléables", tout au moins dans une première phase. Il faudrait profiter de cette période transitoire pour introduire une mise en valeur rationnelle. " (30:4)

" Il aurait été peu conséquent de laisser la population immigrée, transplantée dans un terroir où les conditions climatologiques sont très différentes de celles du pays d'origine, pratiquer un mode de culture traditionnel, notamment pour de nouvelles espèces auxquelles elle n'était pas encore habituée. Au contraire, le bon sens et la logique commandaient de profiter de ce déracinement, qui rend les gens plus malléables, pour inculquer de nouveaux modes de culture tendant vers une agriculture rationalisée ..." (31:3).

A partir de ce postulat peu contraignant (!), les promoteurs décident de deux orientations classiques (30:4):

- 1) - "sortir de l'économie de subsistance pour entrer dans l'économie de marché" et pour ce faire "encourager au maximum la différenciation et la spécialisation des activités" ... jusqu'à l'abandon pour les planteurs de café et de cacao, des cultures vivrières. Ils ne sont évidemment pas suivis dans cette voie par les colons, mieux encore, les dirigeants se trouvent obligés d'aider les colons à commercialiser leurs produits vivriers pour qu'ils se constituent un budget minimum en attendant les premières ventes de café et de cacao. Il s'avère tout

APERCU HISTORIQUE SUR L'OPERATION DES PIONNIERS
DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU NKAM



Témoignages
et conseils divers
aux chomeurs camerounais

par le pionnier
KUEMNI TENANG GERMAIN

installé le 20/1/66
à Ngoman

Ce jeune caféier
de deux ans
porte déjà
ses fruits

Zone de Mise en Valeur
Agricole du Nkam (Yabassi)

Un pionnier de la Zone de Mise en Valeur Agricole du Nkam

reproduit avec l'autorisation de l'auteur

à fait utopique de vouloir assimiler un planteur à un salarié tant qu'il reste maître de son exploitation.

- 2) - "rendre plus rentables les activités agricoles" par un raffinement technique : "développement de la pratique des engrais, et introduction d'un troupeau trypano-tolérant, pour aboutir à l'association agriculture-élevage...". Là aussi, les promoteurs ne sont pas suivis par les colons, d'une part du fait d'un manque d'organisation des réalisations (nous avons vu ce qu'il advint du programme bovin de l'Opération Yabassi-Bafang), mais aussi parce que, dans les zones de colonisation, les agriculteurs misent sur l'espace disponible, c'est-à-dire sur la pratique de cultures extensives évidemment moins coûteuses. Dans notre cas, on peut d'ailleurs s'interroger sur les moyens par lesquels les colons auraient pu acquérir les engrais nécessaires, en quantité suffisante, sans assistance technique et financière. J.P. Raison souligne la contradiction des périmètres de colonisation où les aménagements sont souvent coûteux et dont on attend une augmentation des rendements à l'hectare, alors que les immigrants recherchent au contraire une augmentation de leur production par une extension des superficies cultivées.

Ce programme de modernisation touche à l'organisation sociale et une certaine démocratie est pronée par les dirigeants. Un Comité de Direction du Village est institué à la tête de chaque village de l'Opération Yabassi-Bafang, organe collectif dont la création évite les inconvénients que présenterait la nomination d'un chef de village : "ce nouveau chef pourrait (en effet) devenir vite orqueilleux, impérialiste, exploiteur et rival du chef coutumier autochtone. Nous préconisons donc un système démocratique d'administration du village par la constitution dans chaque unité d'un Comité de Direction" (préambule - représentation du village des pionniers de mise en valeur

agricole - SCET-COOP) (45:192-194). Aux yeux des premiers immigrants, pour la plupart d'origine bamiléké, cela constituait une nette rupture par rapport aux chefferies traditionnelles d'où ils étaient issus.

Ce programme ne fut cependant pas mené à son terme, car il suffit de quelques tensions sociales, à la veille du renouvellement des comités de direction, pour que l'encadrement décida de procéder, non plus par élection, mais par nomination ... ce qui change radicalement le projet !

Plus largement, la formule coopérative, mise en avant par les premiers promoteurs avec, à long terme, une gestion de la zone de mise en valeur par les colons eux-mêmes, constitue un leitmotiv que les rapports d'évaluation ne manquent pas de rappeler. Voici ce programme tel qu'il était défini en 1965 :

" ... La direction de l'Opération "Zone Expérimentale" sera confiée à un agent de l'administration camerounaise, assisté techniquement par le personnel de la cellule technique de la SCET-COOP chargé des études complémentaires. En fait, ce sera ce noyau de personnel qui aura la charge de toute l'opération, qui constituera l'embryon de la Société de Développement à créer.

Il conviendra d'associer à cette affaire, dans la mesure du possible, les représentants des colons, de façon à aboutir à une formule coopérative. Le but final à atteindre, étant, semble-t-il, en fin de période d'implantation, de substituer une organisation coopérative à la Société de Développement." (30:23).

La cellule technique, mise en place par la SCET-COOP (a) sous la tutelle du Ministère du Plan, passa effectivement le relais, en 1970, à une Société de Développement selon la loi de 1968, la SODENKAM (Société de Développement du Nkam) dont la direction est entièrement camerounisée. Une coopérative

(a) Société Centrale pour l'Équipement du Territoire, division Coopération.

(C.R.E.A., Coopérative rurale d'Écoulement et d'Approvisionnement) et une mutuelle de santé (C.A.M.P.I., Caisse d'Assurance Maladie pour les Pionniers), ont été mises en place avec la participation active des intéressés, la SODENKAM n'apportant qu'une aide technique et les conseils nécessaires. Un Conseil des Pionniers de la Zone de Mise en Valeur Agricole a été institué pour l'ensemble du périmètre de l'Opération, chaque village y déléguant ses représentants ... Mais parallèlement, la direction de l'Opération se renforce et se bureaucratise; elle s'entoure d'une armée d'employés (ils étaient 418, en Août 1971, pour environ 1 100 colons !) et prend ses distances vis à vis des immigrants, sous le prétexte de mettre fin au paternalisme qui avait prévalu dans les premiers temps, etc. Ainsi le Conseil des Pionniers, que nous venons d'évoquer, risque^{et il} de demeurer longtemps un simple organe consultatif, voir une chambre d'enregistrement, et non un lieu où se joue le pouvoir local et l'avenir de l'Opération. Une perspective autogestionnaire est d'ailleurs en totale contradiction avec une attitude directive^{sous} le prétexte que les immigrants seraient "malléables", on se charge de les guider selon un projet qu'ils n'ont pas eux-mêmes établi.

L'Opération Yabassi-Bafang a suscité, en son temps, un grand espoir. La réussite de cette opération allait, pensait-on, amorcer une mise en valeur systématique des vastes régions forestières du Cameroun méridional. La conquête du "désert vert" était amorcée avec l'appui de la coopération israélienne qui

forma les moniteurs agricoles de l'opération dans un centre sis à Obala. Les immigrants reçurent l'appellation de "pionniers" et défilèrent à fin de propagande dans les principales villes de l'ouest du Cameroun, en chantant leur épopée. Indéniablement, cette fierté des premiers colons, qui se sentaient citoyens d'un pays nouvellement indépendant et acteurs privilégiés de son développement, encouragea les équipes de travail lors des dures tâches de déforestation. Le résultat fût d'ailleurs convainquant et il suffit, aujourd'hui, de visiter la région de Nkondjok

pour se rendre compte de l'ampleur du travail réalisé et d'une réussite tangible. Néanmoins, les vagues de pionniers n'ont pas déferlées et l'Opération Yabassi-Bafang ne s'est pas démultipliée ainsi que l'avaient rêvée ses promoteurs; elle reste une opération certes remarquable mais ponctuelle, sans guère d'effet d'entraînement au niveau national. Le colon "malléable" est surtout réaliste : il fût pionnier en son temps ...

E - Les autochtones ? connais pas !

Peut-être est-ce en vue de faire valoir leur oeuvre future que les promoteurs ont tendance à déprécier la situation économique antérieure au lancement d'une opération ? Ils déplorent les économies qui fonctionnent sur une base d'autoconsommation; soulignent l'exode rurale qui décime les autochtones; insistent lourdement sur les mentalités supposées archaïques ou du moins conservatrices de ces populations ... Dans le cas des opérations de colonisation agricole, la tendance est de sous-estimer l'occupation antérieure de l'espace comme si l'opération devait partir d'un niveau zéro. Le visiteur de l'Opération Yabassi-Bafang est averti, à l'entrée du périmètre mis en valeur, qu'en 1964, la forêt était omniprésente : une stèle blanche portant inscription "1964... la forêt partout - aujourd'hui, circulez, regardez et respectez le travail des pionniers." (48:122).

Or, le département du Nkam n'est nullement un "désert vert", même si certaines parties de ce département présentent, aujourd'hui, un spectacle d'abandon. Il faut rappeler qu'il constitua, durant les XVIII^e et XIX^e siècles, l'un des principaux axes de pénétration des produits de traite diffusés vers l'intérieur, de groupes en groupes, à partir de l'embouchure du Wuri que les clans dwala contrôlaient. Yabassi apparut au début de la colonisation allemande, comme une capitale de l'intérieur. Malheureusement, le relief particulièrement chaotique de ce départe-

ment ne convint pas à la mise en place des voies de communication modernes, et ce fût le département voisin du Mounjo que l'on choisit. Dès lors, l'axe Douala - Yabassi - Nkondjok - fut progressivement délaissé et la région entièrement marginalisée économiquement et administrativement (45:255-262; et 49). De nombreuses cacaoyères datant de l'époque allemande témoignent de la participation active des populations autochtones à l'économie de plantation, en parfaite continuité avec leur présence sur une route commerciale de traite. Certes, à la veille du lancement de l'opération de colonisation agricole, la situation démographique du département du Nkam était au plus bas avec une densité de 5,72 hab. au km² seulement d'après le recensement administratif de 1966 (5), mais il s'agissait alors d'une phase critique dans l'histoire de ces populations et non d'une situation séculaire.

Les promoteurs de l'opération se contentèrent de constater, à coups de statistiques, la faible densité d'occupation de l'espace, sans expliquer cette situation ni rappeler l'histoire récente ayant conduit à ce "dépeuplement". Ils en rajoutèrent d'ailleurs volontiers pour noircir le tableau : dans un texte de 1967, ils avancent une densité de 2,5 hab. au km² (31:10) pour le pays mbang, alors que cette densité était de 4,17 en 1966 (5), et de 7,1 pour l'arrondissement de Nkondjok à cette même date. On peut se demander aussi pourquoi les premiers auteurs présentèrent des chiffres, que nous n'avons, pour notre part, pas pu vérifier, mais qui apparaissent peu fiables, en ce qui concerne des recensements de 1920 et 1935, lesquels attribueraient respectivement 120 000 ^{et 60 000} habitants au département du Nkam (30) !. La chute démographique s'en trouve accentuée puisqu'en 1966, le recensement administratif ne dénombrait que 36 150 habitants (5). Enfin, aucun auteur ne mentionne les troubles upécistes que connut la région de Nkondjok où plusieurs maquis s'implantèrent à l'est de la rivière Makombé : ces événements provoquèrent la fuite d'une bonne partie

de la population et le regroupement, au centre administratif de Nkondjok, de ceux qui préférèrent rester sur place. C'est dire que la faible densité d'occupation de l'espace révélée par les statistiques démographiques, aurait dû faire l'objet d'une étude plus rigoureuse avant que ne soit appliquée au pays mbang la loi domaniale de 1963 autorisant les pouvoirs publics à considérer, comme partie du Patrimoine Collectif National, tous les terrains non utilisés par les populations autochtones.

Un premier inventaire du pays mbang, mené en 1965 par un ingénieur agronome, avait cependant conduit ce dernier à demander des enquêtes démographiques et agricoles sur les populations locales, dont il avait pressenti l'importance :

" Au cours d'une mission destinée à l'élaboration d'une esquisse de mise en valeur, il n'a bien entendu pas été possible de rassembler sur la population actuellement installée dans la zone à immigrer que des données approximatives. Pour passer à des projets de réalisation, il est indispensable d'obtenir des données précises tant sur l'effectif, la composition, la croissance et la répartition géographique de cette population locale que sur son activité agricole et sur les droits fonciers coutumiers. Actuellement, il n'existe dans les postes administratifs de la région en cause aucune statistique suffisamment à jour pour servir de base aux travaux envisagés" (28:80).

Notre agronome était d'autant plus intéressé par les populations autochtones que celles-ci exploitaient une riche palmeraie naturelle, et qu'il convenait d'en organiser la commercialisation. C'est là un précieux rappel, les autorités camerounaises n'y ayant pas suffisamment prêté attention puisque le Plan palmier mis au point par elles, exclut la région de Nkondjok, témoignant par là d'une grave méconnaissance.

"... une exploitation artisanale de la palmeraie naturelle n'est pas à dédaigner; elle peut assurer la couverture des besoins locaux en matières grasses, de plus, le surplus, peut être acheminé pour commercialisation sur les marchés du pays bamiléké qui laissent apparaître une demande mal satisfaite." (28:46)

En outre, cet auteur concevait l'opération, non pas comme la seule organisation d'une immigration, mais comme une entreprise de mise en valeur régionale.

"... il ne faut pas oublier que l'opération de mise en valeur agricole, quelle que soit l'importance accordée à l'objectif migration comme remède à la pression démographique d'une zone voisine, ne doit pas perdre ses caractéristiques essentielles qui sont :

- permettre de tirer un meilleur parti des ressources naturelles de la région,
- faire évoluer les systèmes traditionnels d'une manière progressive pour les remplacer dans l'avenir par une agriculture rationnelle à rendements accrus et stables.

Pour toutes ces raisons et pour assurer à l'ensemble de l'opération un équilibre souhaitable, il est nécessaire que la population locale soit entraînée dans l'opération de mise en valeur et qu'elle y trouve sa place." (28:63).

Nous avons nous mêmes insisté sur cette dimension régionale afin de parvenir à un réel développement et non à la création d'un milieu nouveau, mais isolé (45:286).

De même que les promoteurs avaient rejeté la notion de terroir organisé parce que trop liée à une économie paysanne,

de même ils rejettent tout projet d'animation des communautés villageoises existantes. Celles-ci ne sont prises en considération que si les populations quittent leurs villages et acceptent d'entrer dans l'opération à égalité avec les immigrants, et selon les mêmes conditions. L'autochtone doit, en quelque sorte, subir lui aussi la migration pour être coupé de ses origines et devenir un nouveau citoyen.

L'application de la loi domaniale de 1963 conduit à la délimitation de réserves pour les populations autochtones, selon les principes édictés dans le cadre du Patrimoine Collectif National. Ne peuvent, en effet, être inclus dans ce Patrimoine, les espaces utilisés (ou utiles) par les collectivités

"... Sont considérés comme en la possession des individus ou collectivités :

- les superficies qu'elles occupent effectivement et conformément à la coutume (constructions, cultures, etc...) et celles nécessaires à la pratique de la jachère et des pâturages;
- les superficies jugées indispensables à une extension ultérieure des cultures pour tenir compte de l'augmentation de la population et des possibilités de mise en valeur.

Le mode de détermination de ces superficies sera fixé par décret. Le terme de collectivité coutumière désigne un ensemble de personnes réunies par des liens de parenté, adoption ou association et qui vivent ensemble sur un même territoire." (art. 3 du Décret Loi n° 63-2 du 9 janvier 1963).

Les dirigeants de l'Opération Yabassi-Bafang firent procéder à une couverture photographique aérienne (6) qui permit la délimitation des aires cultivées ou en jachères. Dans un rapport de 1967 (31:3), ils se dirent prêts à élargir ces aires pour prévoir une augmentation démographique :

"... délimiter, en les regroupant éventuellement, les terres effectivement mises en valeur par la population autochtone et leur laisser une zone d'extension au moins égale à trois fois la superficie occupée actuellement, ce qui laisse une grande marge à l'évolution."

En dépit de cette affirmation, les terroirs ouverts à l'immigration englobèrent d'anciennes cacaoyères (évidemment non visibles sur les photographies aériennes) ainsi que des palmeraies naturelles, ce qui fût source de nombreux conflits fonciers entre autochtones et colons. Les cartographes de l'Opération en rajoutèrent d'ailleurs en dessinant le maximum de terroirs dans le périmètre de mise en valeur, ce qui suscita une très vive réaction des autochtones, notamment vis à vis des villages prévus aux alentours immédiats de Nkondjok, chef lieu de l'arrondissement, où une population importante^s est réfugiée depuis les troubles des années soixante (45:271). Il faut dire que les géomètres des services techniques avaient dessiné, depuis leurs bureaux de Yaoundé, une carte où les villages de colonisation couvraient intégralement le périmètre accordé, sans se soucier des villages existants, ni des accidents du relief (14) !

La principale préoccupation des dirigeants fût, au début, d'éviter les heurts inter-ethniques entre autochtones et immigrants. Il n'y eût pas trop de conflits et un rapport de 1967 s'en réjouit : "Contrairement aux craintes parfois exprimées, les relations entre les populations aborigènes et les pionniers ne posent pas de problèmes graves et une bonne entente s'établira rapidement." (31).

Une mission d'évaluation, en 1972, reproche à l'Opération cette mise à l'écart des populations autochtones qui n'ont pas été vraiment intégrées à l'entreprise de développement :

" ... malgré cette très faible densité, le plan directeur de l'Opération n'a pu considérer cette zone comme pratiquement vide qu'en méconnaissant l'occupation de l'espace par les sociétés autochtones (notamment l'exploitation du palmier à huile). Les difficultés relativement mineures qui surgiront entre l'Opération et les aborigènes viennent de cette méconnaissance." (34).

Pour notre part, nous avons porté témoignage d'une relative frustration des populations locales qui tirent profit des infrastructures mises en place (réseau routier, dispensaire, écoles, etc...), mais avec le sentiment de n'être traitées qu'en second ordre. Les autochtones réagirent et, dès la mise en place de l'axe routier, ouvrirent des plantations à proximité et augmentèrent la superficie de leurs exploitations ainsi que le révèle un recensement agricole en 1966 (3). Une réunion tenue en haut-lieu, sous la présidence du Chef de l'Etat, le 7 janvier 1965, s'en émeut : "La population en place étant au courant des projets de création de route, a tendance à se déplacer pour s'installer à proximité du futur tracé"; le Directeur de la SCET-COOP demande "qu'une intervention administrative ait lieu pour stopper tout mouvement inopportun de la population", et il suggère la désignation d'un agent administratif du district de Nkondjok "chargé spécialement de veiller à ces mouvements de population" (30) !

Lorsque le rythme d'immigration se ralentit, les dirigeants de l'Opération se tournèrent vers les populations locales et les sollicitèrent pour qu'elles créent de nouveaux villages. Ils obtinrent la participation d'un certain nombre de jeunes dibum et bamiléké dont les villages d'origine se situent au nord et à l'est de la Makombé, c'est-à-dire dans des régions que n'atteint pas la route carrossable. On assista alors à un déboulement des villages autochtones, à la suite du départ des jeunes, autorisé par les anciens. Il s'agissait pour ces gens de profiter au maximum de l'Opération : aide alimentaire et technique accordée

aux colons, prolongation du réseau routier en direction des villages autochtones, services sociaux, etc... Le "recrutement" d'autochtones maintint le niveau des entrées, mais peut-on parler alors de colonisation agricole ? D'autre part, le dédoublement des villages autochtones n'entraîne-t-il pas un sérieux déséquilibre dans la composition démographique, et dans la vie sociale et culturelle des communautés ? Il eût ^{été} plus simple d'envisager la construction d'un pont sur la rivière Makombé afin d'ouvrir cette région, très riche en palmeraies naturelles, où de petites chefferies d'origine bamiléké s'étaient installées à la fin du XIX^{ème} siècle (45:76).

Soucieuse de se justifier par les effectifs recrutés, l'Opération modifia quelque peu sa politique vis à vis des populations autochtones, ainsi qu'en témoigne son rapport d'activités 1973/74 (32) :

" Le rythme de croissance de l'effectif pionnier ne sera à l'avenir, il faut le craindre, celui qui fut espéré au début de l'Opération. Il faut donc que la SODENKAM modifie son intervention en étendant son activité de façon extensive au profit de toute la population et non seulement à celui des pionniers. La fourniture des plants gratuits d'abord, puis la création de pépinières villageoises, un encadrement allégé, la formation permanente des planteurs et aussi des élèves de toutes les écoles, apporteront un appui très substantiel aux autochtones dont les activités sont loin d'être négligeables."

Mais l'intégration de jeunes autochtones, dans les villages pionniers n'effaça pas la distinction autochtones/immigrés, et l'animation des villages préexistants au lancement de l'Opération reste encore extrêmement timide. Il y a intégration d'individus volontaires mais non intégration de communautés villageoises.

A propos de la mentalité/^{présumée}conservatrice des populations autochtones, souvent dévalorisée par comparaison avec le comportement "dynamique" des Bamiléké, il convient de noter, non sans ironie, qu'une partie importante des populations autochtones est précisément d'origine bamiléké ! Ce fait historique que nous avons longuement développé dans notre premier rapport de 1971 (45-76) reste encore parfaitement ignoré des dirigeants de l'Opération et des experts en mission d'évaluation, et risque de le rester encore longtemps car il s'agit là d'une information qui vient brouiller l'opposition dualiste autochtones/colons.

F - Un habitat "moderne"

Les premiers colons vinrent du pays bamiléké où l'habitat traditionnel est dispersé. Les promoteurs de l'Opération Yabassi-Bafang craignaient qu'ils ne reproduisent cette forme d'habitat et ils prirent des mesures en conséquence. Ils firent appel à un organisme français d'études urbains, le S.M.U.H., pour dessiner les plans des divers villages, sous la forme de lotissements, chaque lot d'habitat couvrant seulement 10 ares. Le village aggloméré était donc préconisé et ceci pour plusieurs raisons :

- Les populations d'une grande partie du pays bamiléké, avaient dû être regroupées à la suite des troubles upécistes des années soixante. Il en fût de même pour les populations autochtones de la région de Nkondjok, des maquis upécistes s'étant fortement implantés en contre-bas du plateau bamiléké, sur la rive droite de la Makombé. Lors du lancement de l'Opération, la "pacification" était achevée, mais une ambiance de crainte subsistait.
- En 1963, des experts français présentèrent le maintien des regroupements du pays bamiléké, comme une condition nécessaire au développement économique : "le groupement de l'habitat, même s'il n'était pas imposé par les évènements,

seraient donc à préconiser comme moyen de développement" (a).
 Le S.M.U.H., un an auparavant, en 1962, avait rédigé un rapport intitulé : Approche analytique d'une action d'aménagement en pays bamiléké, qui allait dans le sens du maintien des regroupements. La "modernisation" de l'habitat était donc à l'ordre du jour, l'argument principal étant qu'il s'avérerait plus facile (moins coûteux) d'équiper des centres urbains ou semi-urbains plutôt que des zones d'habitat dispersé.

Ce fût indéniablement un succès pour notre opération. Les premiers colons furent flattés de disposer d'un habitat "comme en ville", avec une case en semi-dur, "tôlée", et devant laquelle la voiture peut s'arrêter ... Conseillés par des coopérants français, maçons et artisans du bâtiment, ils construisirent eux-mêmes leurs maisons et participèrent très activement au programme d'urbanisme.

On peut cependant s'interroger sur l'opportunité d'un tel programme qui absorbe une partie des forces de travail des colons, ainsi qu'un capital non négligeable (achat des tôles, etc.), alors que la priorité est d'ordre économique : la mise en valeur agricole.

D'autre part, le choix des sites des agglomérations ne fût pas toujours heureux :

- la recherche des sources pour l'approvisionnement en eau des populations fût menée superficiellement, au mois de novembre, en fin de saison des pluies, lorsque les sources coulent encore ... ce qui n'est pas toujours le cas

(a) La relance de l'économie et les perspectives de développement de l'Inspection Fédérale de l'Ouest, rapport connu sous le nom de "rapport POUMAILLOU" du nom de son principal rédacteur.

en fin de saison sèche (34:34). Des villages se trouvent ainsi privés d'eau potable plusieurs semaines par an, et les femmes doivent aller loin pour trouver une source permanente.

- le S.M.U.H. fit preuve d'hésitation quant à la localisation du village par rapport à l'axe routier principal. Certains villages sont ainsi établis de part et d'autre de cet axe, avec les inconvénients liés à la circulation rapide (risques d'accidents et nuages de poussière); d'autres au contraire, ne peuvent être atteints que par une bretelle de raccordement : cars et taxis laissent alors leurs passagers au carrefour, à plusieurs kilomètres de leur habitat. Les villages les mieux situés sont ceux dont la rue principale débouche immédiatement sur l'axe routier mais dont l'habitat est légèrement en retrait. Nous pouvons regretter que cette solution n'ait pas été plus fréquemment retenue.

Enfin, les équipements des milieux ruraux fussent-ils agglomérés, ne viennent en général qu'en fin de programme. Il existe en effet une hiérarchie administrative allant du chef-lieu départemental au chef lieu d'arrondissement, pour descendre ensuite au niveau des villages. Les colons eurent l'occasion de tester cette réalité : après avoir réuni, en se cotisant, l'argent nécessaire à l'installation d'une pro-pharmacie (a) ils s'en virent refuser le droit d'ouverture sous prétexte que Yabassi, chef lieu du département du Nkam, n'en avait pas encore ! Pour les constructions en dur, la Gendarmerie et la Sous-Préfecture viennent avant les écoles et les dispensaires.

(a) Pharmacies qui sont aidées par les pouvoirs publics et qui vendent les médicaments d'usage courant à meilleur marché.

Plusieurs villages cependant furent dotés d'un foyer culturel, lieu de réunion très apprécié. Tous disposent d'une école et d'un poste agricole (qui est la case en dur du moniteur agricole). Ces équipements, si modestes _____ soient-ils rehaussent indéniablement le statut social des villages. Les autochtones ne s'y trompent pas qui réclament, pour eux, les mêmes équipements.

&

&

&

Nous nous en tiendrons à ces quelques exemples où l'idéologie des promoteurs programme en quelque sorte les projets ... et se heurte aux réalités concrètes, car notre but est moins de décrire les avatars des projets d'opération de développement que d'expliquer le pourquoi du comportement - parfois totalement irréaliste - des promoteurs. Qu'elle est donc leur rationalité ? Qu'est ce qui les fait donc tant courir ?

II - La logique de ces présupposés

Nous situerons cette logique dans une phase historique que nous appellerons néo-coloniale où, au lendemain des Indépendances, se sont multipliées les opérations de développement avec l'aide des anciennes métropoles et d'autres pays industrialisés. Nous verrons ensuite, qu'il s'agissait d'orienter la production agricole, ou du moins de maintenir les cultures d'exportation en évitant que les paysannats traditionnels ne se recroquevillent sur eux-mêmes au nom de leur seuls besoins. Enfin, il convient de remarquer que la littérature présentant des

projets de développement, et dont nous avons cité de larges extraits en ce qui concerne l'Opération Yabassi-Bafang, afin de familiariser le lecteur à ce type de discours, s'adresse exclusivement aux milieux dirigeants (sphères gouvernementales et ministérielles) et aux instances financières étrangères et internationales. S'il y a souvent irréalisme des projets vis à vis des agriculteurs sollicités, il peut y avoir séduction et diplomatie vis à vis d'autres acteurs sociaux !

A - Opérations de développement et néo-colonialisme

Le 12 juin 1964, une convention signée par le gouvernement camerounais demande à la SCET-COOP, société d'études française, de procéder à l'inventaire de la zone envisagée pour l'Opération de colonisation agricole Yabassi-Bafang, et de constituer la première cellule pour le lancement de celle-ci. Conjointement, un financement extérieur est sollicité auprès du Fond d'Aide et de Coopération, organisme financier du gouvernement français. Il en fut de même pour toutes les opérations lancées au lendemain des Indépendances : appel adressé aux organismes financiers et techniques des pays industrialisés, après accord, bien entendu entre les gouvernements. Il s'agit donc d'une alliance objective entre les nouveaux Etats indépendants du Tiers-Monde et les pays industrialisés, et il convient de s'interroger d'abord sur cette convergence d'intérêts.

Au terme de la décolonisation, certains gouvernements ne cachaient pas leur inquiétude : les cultures "encadrées" par l'administration coloniale n'allaient-elles pas "chuter", le peuple ayant retrouvé sa liberté d'antan ? Qu'allait devenir, par exemple, le coton du sud du Tchad, ou celui de la partie septentrionale du Cameroun, faiblement payés aux producteurs et en concurrence avec les temps de travaux consacrés aux cultures

vivrières ? Une "bourgeoisie" au pouvoir s'inquiétait d'autant plus que ce sont principalement les exportations agricoles qui sont susceptibles de remplir les caisses de l'Etat, et donc de garantir le versement des traitements aux fonctionnaires. Il s'avèra donc urgent de maintenir, et si possible d'accroître, la production agricole. Or celle-ci peut être aisément et rapidement augmentée par la mise en valeur des superficies non encore occupées bien que relativement fertiles, en y organisant le transfert des populations depuis les zones surpeuplées. Il s'agit de réaliser "une meilleure allocation des facteurs de production" (a) par des opérations de migration - colonisation encadrées par les pouvoirs publics. Ces opérations sont autant de "coups de butoir" en vue d'accélérer l'insertion des masses paysannes dans l'économie d'échange (b), les nouveaux gouvernements misant sur une relation de coopération et donc d'échange avec les pays industrialisés.

Il faut freiner par ailleurs l'afflux des jeunes dans les centres urbains dont la taille démographique ne cesse de gonfler démesurément, depuis les années soixante, par rapport aux emplois que le secteur "moderne" est susceptible d'y proposer.

Du côté des pays industrialisés se manifestent d'autres intérêts, également convergents :

- le maintien de l'approvisionnement de l'Europe en produits agricoles tropicaux, et l'amélioration qualitative de ces produits;
- le soutien de jeunes Etats considérés comme partenaires commerciaux et dont il faut éviter la faillite;

-
- (a) TERRIDOU C. (1980) - Economie des migrations internes entre zones rurales dans les pays en développement, examen de trois expériences africaines - Clermont-Ferrand, Université, Faculté des Sciences Economiques, coll. Cahiers de Développement International, n° 9, p. 4.
- (b) BARBIER J.C. (1979) - "Quelques propositions pour une définition et une typologie des opérations de développement", Cultures et Développement, Louvain, vol. XI, 3, p. 343.

- la vente d'une technologie et de services techniques par le biais des bureaux d'études et des achats de matériel qui accompagnent les opérations de développement.

Il règne en conséquence un climat interventionniste où les ex-métropoles cherchent à maintenir leur influence historique ... et à grignoter les aires d'influence des autres puissances industrielles. En 1965, un organisme français, le B.D. P.A, intervient dans la plaine de Ndop, au Cameroun anglophone; les Allemands, quant à eux, animent des fermes expérimentales près de Wum, dans la même région du Cameroun; etc... Du côté francophone, nous avons vu que la SCET-COOP fût chargée, en 1964, du lancement de l'Opération Yabassi-Bafang; et c'est à une autre société française, la SATEC, que fût confié l'étude de factibilité du développement de la riziculture pluviale dans la plaine des Mbo, en 1975. Dans la région cacaoyère de Yaoundé, dans l'est et le nord du Cameroun, les opérations se multiplient également durant cette même période. Les gouvernements concernés font jouer cette concurrence internationale pour obtenir le maximum de financement extérieur, la politique prenant manifestement le pas sur la rationalité économique des projets de développement.

B. une contractualisation des agriculteurs :

En l'absence d'une industrialisation suffisante des pays du Tiers-Monde, la prolétarianisation des masses paysannes, en vue de les insérer concrètement dans un mode de production capitaliste, comporte plus d'inconvénients que d'avantages. Les villes connaissant une rapide croissance démographique du fait de l'exode rural, il s'ensuit un cortège de problèmes sociaux que les pouvoirs publics ont peine à maîtriser : ravitaillement d'une population non-agricole, équipement des nouveaux quartiers, maintien de la sécurité, etc... Par ailleurs, une prolétarianisation dans le cadre de fermes d'Etat selon le modèle des sovkhoses soviétiques, implique des investissements préalables relativement élevés et la distribution de salaires que seule l'agro-industrie peut rentabiliser.

Il s'agit de mettre en place un système qui oriente la production agricole selon les objectifs fixés par les gouvernements, tout en évitant la lourdeur financière et bureaucratique d'une véritable prolétarianisation de la main d'oeuvre agricole. Toute la main d'oeuvre disponible doit être mise au travail avec un capital technique et financier cependant minimum. D'où un appel à l'investissement humain qui n'est pas sans rappeler, parfois, les slogans d'inspiration maoïste, même dans un pays comme le Cameroun n'ayant pourtant pas opté pour une voie socialiste.

" La nécessité de réduire autant que possible les investissements pour augmenter la rentabilité de l'Opération, conduisait à faire appel à "l'investissement humain", force potentielle dont dispose le Cameroun, et notamment le pays bamiléké, mais, malheureusement, insuffisamment exploitée jusqu'à présent.

Dans ce sens, la seule formule possible à l'heure actuelle, permettant de canaliser le maximum d'efforts, est l'entreprise individuelle, conçue dans un ensemble collectif.

On a donc opté (l'Opération Yabassi-Bafang) pour l'exploitation sous forme de concessions individuelles, d'une superficie moyenne de 6 hectares, de façon à permettre une extension de la vie familiale, les migrants étant groupés dans des villages dont la taille minimum semble être d'une centaine de familles. Outre la notion de rentabilité, à la quelle il vient d'être fait allusion, il est à noter que l'expérience prouve que l'effort individuel attache davantage l'homme à sa tâche que la politique du cadeau octroyé." (1967) (31:4)

On évite ainsi des investissements préalables trop importants, de même que les risques des années de moindres rendements par suite des aléas climatiques, ces risques étant à la charge des agriculteurs et non à celle de l'organisme chargé de l'encadrement technique. Le faire valoir direct est en conséquence prôné, et une idéologie "anti-koulak" est souvent mise en avant : les équipes de travail entre colons sont valorisées par l'encadrement, par contre l'emploi de tâcherons n'est pas vu d'un bon oeil (cf. cas des Ibo et des Grassfields dans l'Opération Yabassi-Bafang).

Bien qu'encourageant ce faire valoir direct, les opérations de colonisation agricole n'en imposent pas moins des contraintes, dans le cadre des cahiers de charge, car les objectifs gouvernementaux ne sauraient être mis de côté : les agriculteurs sont encadrés afin que leur production soit orientée et améliorée quantitativement et qualitativement. J.P. Raison évoque ainsi ces contraintes de la part des sociétés d'aménagement "qui emploient les immigrants à façonner les espaces neufs selon leurs vues" :

"...on est bien loin, dit-il, de la libre entreprise dans ces organismes où le détail de l'activité des exploitants est prévu et imposé. La masse des nouveaux arrivés s'y trouve dans un statut d'égalité dans la soumission aux organisateurs des projets, qui donnent une nouvelle forme à la dynamique colonisatrice des pays développés" (1973:376)

D'où l'élaboration de typologies qui prennent comme principale référence, le degré de coercition s'exerçant sur les agriculteurs (J.P. RAISON, 1968 et J. CHARMES, 1973) (a). Pour J.P. Raison (1973 : 381-383), les formes de colonisation organisée peuvent être orientées, dirigées ou planifiées :

- orientées : la société d'aménagement met en place les infrastructures nécessaires, dessine les lotissements et les périmètres d'accueil, répartit les terres entre les colons et anime un encadrement technique relativement léger;
- dirigées : la répartition des lots entre colons s'accompagne d'un cahier des charges imposant une culture commerciale, précisant les conditions d'accès à la propriété; mais l'encadrement agronomique fait preuve de souplesse pour les autres cultures :
- planifiées: le colon n'a plus le choix des cultures ni des méthodes culturales, il doit payer sa part des travaux collectifs réalisés par la société d'aménagement (labours, irrigation, engrais et traitements phytosanitaires, etc.); l'agriculture est mécanisée et l'encadrement technique et administratif nécessairement lourd. Pour l'auteur, les colons sont pratiquement réduits au statut de métayers.

J. Weber remarque fort opportunément que ces formes varient selon la nature de la culture principale et la position de celle-ci sur le marché () :

- Café et cacao : les aléas du marché mondial rendent fragiles les grandes unités de production, et de nombreux planteurs européens ont dû passer la main à des planteurs indigènes mieux placés qu'eux vis à vis de la main-d'oeuvre locale. Ces cultures constituent une véritable rente sur pied, car après les premières années de mise en valeur de la plantation, son entretien reste relativement minime et la cueillette

-
- (a) RAISON J.P. (1968) - "La colonisation des terres neuves tropicales" - Etudes rurales, 31, juil.-sept.
CHARMES J. (1973) - Les blocages socioculturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination - Tananarive, O.R.S.T.O.M., 42 p. multigr.
- (b) WEBER (J.), communication orale au séminaire interdisciplinaire de l'ORSTOM, Paris, 1980.

s'effectue en fonction du prix payé au producteur. Si l'espace est suffisant, ces plantations ne concurrencent nullement les cultures vivrières (en superficie et en temps de travaux); d'ailleurs les femmes pratiquent des cultures légères entre les rangs des jeunes caféiers, ce qui "nettoie" les plantations. La petite exploitation familiale, travaillant au moindre coût, a été et demeure le cadre favorable pour l'expansion de ces cultures d'exportation.

- Par contre, le coton et le tabac introduisent des contradictions dans le système cultural traditionnel. Pratiqués à une latitude plus septentrionale, ils entrent dans un calendrier agricole dont la durée est réduite par une saison des pluies beaucoup plus courte. De là une concurrence, en temps de travaux, avec la production vivrière, et l'intervention des pouvoirs publics pour encourager ... ou faire pression d'une façon plus ou moins discrète.
- Le riz, sous sa forme irriguée, implique de forts investissements. Les rendements doivent atteindre de bons niveaux afin de rentabiliser l'opération nonobstant les prix très bas d'achat aux producteurs. Il est souvent cultivé en régie comme dans le cas de la plaine des Mbo dans l'ouest du Cameroun (b) ce qui correspond à une opération planifiée selon le vocabulaire de J. P. Raison.
- Enfin, le blé, le sucre et l'huile de palme qui, résultant d'un important processus de transformation alimentaire, font appel à l'agro-industrie. Les domaines où ces cultures sont pratiquées peuvent s'entourer de petites exploitations individuelles qui constituent un volet de régulation vis à vis de la production des domaines où travaille une main d'oeuvre salariée. C'est précisément à propos de cette collaboration des petits agriculteurs à l'agro-industrie, à la péri-

(a) J. WEBER, communication orale, séminaire interdisciplinaire de l'O.R.S.T.O.M., Paris, 1980.

(b) J.C. BALCET (1975) - Etude de factibilité du développement de la riziculture pluviale dans la plaine des Mbo - SATEC, doc. multigraphié, 29 p. ; également des études faites dans le cadre de l'Institut des Sciences Humaines de Yaoundé.

phérie des grandes plantations, que M. Bruneau et J.M. Imbernon parle d'agriculture contractuelle dans les campagnes du Tiers-Monde (a). Nous proposons, quant à nous, d'étendre l'application de cette expression à tous les agriculteurs qui signent^{un} cahier des charges, y compris dans les opérations de type orienté.

Alors que les opérations de colonisation agricole sous la forme d'une multiplication de petites exploitations individuelles, constituaient une pièce maîtresse dans les politiques de développement au lendemain des Indépendances, la faveur va maintenant à l'agro-industrie. Au Cameroun, par exemple, on note un net regain d'activité de la Cameroun Développement Corporation (C.D.C.) héritière des grandes plantations allemandes du début de la période coloniale, une extension de la Pamol (secteur plantation d'Unilever) et l'apparition de nouvelles zones consacrées à l'agro-industrie le long du littoral (région de Kribi), à l'intérieur du pays bassa le long du chemin de fer, et enfin le long du nouvel axe ferroviaire Yaoundé-Ngaoundéré (b). Le changement est parfois brusque, comme dans le cas du Bas-Moungo où des petits planteurs de café de la région de Souza-Nkapa se retrouvèrent expropriés au profit de la SOCAPALM, les palmiers à huile remplaçant en l'occurrence les caféiers. La Société Nationale d'Investissement (S.N.I.), fer de lance de cette nouvelle politique agricole, prend le pas sur les Ministères de l'Agriculture et du Plan; c'est à elle que revient la charge des négociations avec les multinationales et les groupes financiers internationaux.

Si les opérations de colonisation agricole sont mises en veilleuse dans la décennie actuelle, elles peuvent néanmoins continuer à jouer un rôle, complémentaire de celui de l'agro-

-
- (a) BRUNEAU Michel et IMBERNON J.M. - 1980 "Le système agro-industriel et l'agriculture contractuelle dans les campagnes du Tiers-Monde", L'Espace géographique, n° 3, pp. 211-222.
- (b) BARBIER J.C., COURADE G. et TISSANDIER J. - 1980 - Complexes agro-industriels au Cameroun - Paris, éd. O.R.S.T.O.M., 281 p.

industrie. Celle-ci suscite en effet une concentration de main d'oeuvre et, parfois, l'apparition de petites villes ... qu'il faut ravitailler en produits vivriers. L'exemple de Mbandjok, au Cameroun, est en cela caractéristique, plusieurs périmètres de colonisation agricole ayant été aménagés ou devant l'être, en liaison avec le développement de l'agro-industrie le long du Transcam (a).

C - Des études pour un financement extérieur .

Pour les bureaux d'études, les opérations de développement ouvrent un important marché où, du fait de l'interventionnisme des Etats industrialisés, règne une vive concurrence. Ces bureaux d'études ne se limitent pas, en fait, aux seules enquêtes préliminaires ni aux études de factibilité; elles se présentent en tant que sociétés d'aménagement capables de lancer les opérations dont elles ont élaboré les projets. Ces bureaux d'études s'adressent donc en priorité aux décideurs de ces opérations : les pouvoirs publics des Etats du Tiers-Monde, les instances de coopération des pays industrialisés, et surtout les organismes financiers nationaux ou internationaux. Ils plaident pour que les études soient suivies de réalisations concrètes et il est extrêmement rare qu'ils concluent à une non rentabilité de l'opération ! Leur production écrite devient une arme de combat pour convaincre et séduire ... parfois au mépris des réalités locales (b).

Cette production écrite, généralement suffisamment abondante pour prendre l'allure de dossiers bien remplis, emprunte une présentation relativement luxueuse, parfois du style "tape à l'oeil" : le tirage en offset remplace la multigraphie, les illustrations sont nombreuses (un avant-projet réalisé en trois tomes par la SCET COOP, en 1967, à propos de l'Opération Yabassi-Bafang, présente 5 cartes et 22 photographies) (31) et la couleur

(a) BARBIER J.-C., COURADE G. et TISSANDIER J., (1980), op. cit.

(b) BERG E. (1980) "Esquisse d'un modèle bureaucratique du choix des projets", Annales économiques, n° 14, pp. 148-158.

fait son apparition pour combattre l'austérité du contenu des textes; enfin, les rapports sont disposés sous chemise cartonnée avec sangle (30, 31).

Il s'agit, d'autre part, de "faire savant" avec des statistiques, d'où une pléthore de chiffres dont on peut douter de la fiabilité. Les inventaires sont obtenus par simple collecte des données statistiques déjà existantes (recensements démographiques et agricoles, données cartographiques, etc.) mais sans en faire la critique. Quant aux études prospectives, elles s'appuient sur des moyens régionales qui ne sont pas toujours applicables à la zone où est envisagée l'opération (par exemple, le nombre de personnes par ménage dans la Province Ouest est pris comme référence pour la composition des futurs ménages des villages de colonisation agricole de l'Opération Yabassi-Bafang, sous prétexte que la plupart des immigrants viendront du pays bamiléké ! mais les immigrants sont souvent des célibataires ...) ou, plus naïvement, sur des moyennes désirées : 500 colons sont ainsi attendus, chaque année, dans la région de Nkondjok.

Les études prospectives s'appuient sur ces bases relativement fragiles et ne font preuve d'aucune modestie. Les promoteurs de l'Opération Yabassi-Bafang, en 1967, regardent résolument vers l'horizon 90 ! Dans un chapitre intitulé "le déroulement de la colonisation" (31:38), ils prévoient le nombre de colons, les superficies défrichées et les superficies plantées en caféiers, cacaoyers, poivriers, avocatiers et en produits vivriers, de 1966 à 1981. Le nombre de jours en investissement humain est calculé jusqu'en 1984 (p. 46). Dans un autre chapitre intitulé "analyse économique", ^{ou} les mêmes auteurs atteignent un horizon aussi reculé, les crédits nécessaires sont prévus de 1961 à 1985, les recettes et dépenses jusqu'en 1990 (avec mention de la valeur ajoutée directe et de la valeur

ajoutée indirecte), pour terminer sur le calcul du taux de rentabilité économique interne : du 15 % jusqu'en 1994 ! Ce délire statistique se prolonge en annexe où les tableaux sont hyperdéveloppés, soit un ensemble de 128 pages de tableaux dans l'Avant-Projet rédigé par la SCET-COOP pour l'Opération Yabassi-Bafang (31). La conclusion est forcément optimiste :

- " Les calculs de rentabilité réalisés à partir de l'échéancier des dépenses et des recettes montrent :
- que cette opération est financièrement rentable (taux de rentabilité économique interne : 15 %)
 - que les dépenses engagées tant par la SODEN-KAM que par l'Etat seront remboursées avec un intérêt supérieur à 5 %." (31:68).

La même conclusion était déjà donnée dans un rapport précédent, daté de 1965, après une clause de précaution purement formelle :

"...concernant l'intérêt économique de l'Opération, il faut signaler qu'il serait prématuré de procéder, sur la base des éléments actuellement disponibles, à une étude économique complète. Toutefois, une première approche basée sur le ratio classique : supplément de production brute annuelle/montant brut des investissements, dégage, avec des taux près ou supérieurs à 200 % par rapport aux investissements de la Puissance Publique, et à 90-100 % par rapport aux investissements globaux, une indication générale nettement favorable." (20:30).

Le doute n'est pas permis, ou plutôt, le doute n'est pas de mise. Or, les investissements dans l'agriculture ou au niveau de l'infrastructure routière sont rarement rentables à court terme. Ils induisent néanmoins un développement régional, parfois par des effets indirects qui n'avaient pas toujours été prévus par les promoteurs; ils sont en cela "rentables", mais pas forcément en termes financiers ... L'accent est moins mis sur les

investissements que sur le remboursement des dettes. Le rythme imposé est celui des pays industrialisés et du capitalisme international.

Les missions d'évaluation réalisées après le lancement d'une opération n'ont pas toujours les moyens ni la volonté de rectifier le tir. De très courte durée, elles utilisent les données statistiques accumulées dans le cadre d'un suivi de l'opération (par exemple, grâce à un fichier des agriculteurs volontaires), mais n'ont guère le temps de procéder à des sondages scientifiques. En 1972, des experts français interrogent 28 exploitants nouvellement installés dans le cadre de l'Opération Yabassi-Bafang; ils n'arrivent pas à nous convaincre de la représentativité de leur échantillon :

" Bien que trop faible pour avoir une réelle valeur statistique, ce sondage au 1/40^{ème} nous a permis d'obtenir un échantillon représentatif de l'ensemble des pionniers
(34)

Ces missions d'évaluation adoptent volontiers une attitude réaliste. Elles interviennent à la demande des pouvoirs publics des pays intéressés (Etats du Tiers-Monde et leurs partenaires coopérants) en vue de quémander une prolongation du financement au delà de la période prévue; ou bien elles émanent directement des organismes financiers inquiets de la bonne marche de l'affaire, les réalisations étant en général inférieures aux prévisions dont on a vu l'optimisme de commande. Le jeu consiste, pour ces organismes financiers, à resserrer les vannes sans cependant rompre. Les rapports sont encombrés de conseils de gestion ou de considérations techniques en vue de rentabiliser davantage l'opération, le tout énuméré pâle-mêle (34: 209), mais, dans la plupart des cas, on s'abstient de proposer un changement radical d'orientation.

Les rapports d'activités annuels, rédigés par les responsables d'une opération de développement, restent ce qu'ils sont, à savoir un bilan au regard des résultats escomptés par les pouvoirs publics et les planificateurs, et non une analyse critique menée par des personnes indépendantes prenant en compte non seulement le point de vue des dirigeants mais aussi celui des agriculteurs concernés (32).

De leur côté, les journalistes n'apportent pas souvent ce point de vue extérieur et neutre dont on aurait pourtant besoin car ils contribuent en général à l'optimisme officiel en faisant état des prévisions les plus élevées. Mais sont-ils toujours libres d'exercer une critique objective ? (39 et 40).

La préoccupation de valoriser systématiquement la rentabilité de l'opération conduit généralement les promoteurs à une grave sous-estimation des activités menées antérieurement par les autochtones. On insiste en conséquence sur leur faible occupation de l'espace, leur mentalité conservatrice, sinon archaïque ... Une dualité simpliste est établie entre les autochtones "paresseux" et les immigrants "travailleurs". Elle coïncide avec la conception du développement économique qui oppose un secteur traditionnel (incapable de s'adapter et encore moins d'innover) et un secteur dit moderne selon les normes capitalistes, porteur du développement (a). L'insertion dans un mode de production capitaliste doit donc s'opérer par une rupture, dont le mouvement migratoire constitue l'amorce. Le savoir-faire des autochtones est occulté, ainsi que les expériences professionnelles antérieures des immigrants : l'opération de développement, surtout s'il s'agit d'une mise en valeur de terres neuves, part d'un point zéro après avoir fait table rase du passé. Dans ces conditions, la quête d'une information sur la région porteuse de l'opération, n'est pas un préalable indispensable, d'où le traitement, pour le moins désinvolte, réservé à cette information que nous allons maintenant évoquer dans une dernière partie.

(a) TERRIOU C. (1980), op. cit.

III - Le traitement de l'information

Avant le lancement d'une opération de développement, des études préliminaires sont faites et un budget non négligeable leur est consacré. Leur style est celui des inventaires tout azimuth, complétés par une reconnaissance sur le terrain (cf. le rôle de l'agronome dans la préparation de l'Opération Yabassi-Bafang) et la mise au point de documents cartographiques.

Cependant, cet effort d'information reste juxtaposé à la rédaction du projet, comme une belle illustration disposée pour ravir le lecteur mais dont on ne tient finalement pas compte dans le déroulement du récit. Les auteurs n'insistent guère sur les contraintes des milieux naturels et humains. Les informations sont en quelque sorte neutralisées, et peuvent ainsi être véhiculées de rapport en rapport sans exercer aucune influence sur les conclusions. Bref, n'étant ^{plus} normatives, elles peuvent en conséquence entrer d'emblée dans n'importe quelle argumentation. Mais comment en arrive-t-on là ? Les faits sont dissociés les uns des autres, éclatés, prêts à être traduits dans le langage de l'universel.

A - L'éclatement des faits

Le réel est découpé en tranches selon nos disciplines scientifiques. C'est la "survey" (a) classique qui commence par les éléments du milieu naturel (la climatologie, l'hydrographie, la géologie, la pédologie, etc...) pour terminer (plus brièvement !) par les faits sociaux également ventilés selon les disciplines en cours : la géographie, l'économie et quelques rudiments d'ethno-sociologie. Bref, un inventaire où les faits sont disséqués, puis répartis dans des cases distinctes, étanches

(a) "to survey" en anglais signifie : avoir une vue d'ensemble, embrasser du regard, inspecter des travaux etc.

les unes aux autres. Il en résulte un éclatement du concret où l'information est morcellée et rendue non opérationnelle, alors que toute action de développement implique au contraire une approche largement pluridisciplinaire. Par exemple, la recherche des sources d'eau susceptibles d'approvisionner les nouveaux villages, met en jeu diverses informations relevant de la pluviométrie, de l'hydrographie, de la pédologie (la capacité de rétention en eau des sols et leur profondeur), la morphologie du relief, ainsi que des habitudes sanitaires des populations concernées. Nous avons vu que, dans le cadre de l'Opération Yabassi-Bafang évoquée dans notre première partie, cette simple mise en relation des données scientifiques, sur ce problème précis, n'a pas été réalisée. C'est dire que ce traitement de l'information coupe le lecteur de la réalité concrète, le privant d'une vision cohérente; il en ressort des décisions parfaitement technocratiques et inadaptées, prises sans qu'on s'aperçoive de prime abord de leur incongruité.

Mieux, chacune des catégories est ensuite résumée pour être véhiculée dans les rapports ultérieurs,^{au} risque de diffuser des stéréotypes. La complexité des faits est, en tout cas, sérieusement gommée. La qualité culturale des sols de la région de Nkondjok varie selon que nous sommes sur socle ou sur des épanchements basaltiques (moins nombreux qu'en pays bamiléké, mais néanmoins présents), et nous nous en sommes fait l'écho dans les pages précédentes; le résumé pédologique donne, quant à lui, ceci :

" Tous les sols de la région sont des sols ferrallitiques de caractère relativement uniforme (l'influence de la roche mère ainsi que de la position topographique étant faible."
(31:13), sic !

De même que les informations sont juxtaposées les unes aux autres, les chercheurs sollicités le sont dans le cadre bien précis de leurs disciplines. Chacun "fait son numéro" .

Mais où est la pluridisciplinarité tant prônée dans nos milieux scientifiques ? Les opérations de développement dites intégrées n'échappent pas elles-mêmes, la plupart du temps, à cette situation. Ainsi l'Opération du Mandoul lancée en 1965 en pays sara, dans la partie méridionale du Tchad, peut être considérée comme la simple juxtaposition de trois interventions sectorielles, dont R. Colin nous narre les conflits mettant au prise trois organismes qui auraient dû pourtant travailler de concert : le B.D.P.A. chargé de promouvoir la production du coton, le Ministère tchadien de l'Education qui, en liaison étroite avec la coopération française, entreprenait une réforme pédagogique visant à la ruralisation de l'enseignement ; l'INRA enfin, troisième partenaire, spécialisé dans l'animation rurale. Ce programme fût accusé entre autre de favoriser une émergence des besoins, donc de pousser à la consommation avant que la production (cotonnière) n'augmente le niveau de vie (a).

Nous éviterons cependant de tomber dans un pessimisme d'intellectuel non engagé, en rappelant que le traitement de l'information, que nous venons d'exposer, résulte d'une situation dans laquelle les analyses sont étroitement subordonnées à une activité à très court terme : le lancement d'une opération de développement, opération souvent déterminée avant même qu'une connaissance approfondie ait pu être menée à bien. La recherche dite appliquée - mais il conviendrait de dire plutôt "hâtive" - tend alors à devancer la recherche fondamentale ... Il en est tout autrement lorsqu'une équipe pluridisciplinaire de chercheurs a la responsabilité de dégager, sans a priori idéologique, les activités de développement possibles compte tenu des contraintes et des ressources des milieux natu-

(a) COLIN Roland, MERCOIRET Jacques et Marie-Rose - 1971 - Education populaire et développement, études et recherches sur le changement social et les stratégies de l'éducation en République du Tchad - I.R.F.E.D., 5 tomes, 32 + 39 + 62 + 73 + 75 p. multigr.

rels, ainsi que des dynamismes sociaux (a). Mieux encore, la participation des populations à une enquête, menée selon les principes énoncés par J. Lebreton, peut aboutir à l'élaboration d'une planification régionale répondant aux besoins locaux les plus motivants (b). La recherche scientifique est parfaitement capable de contribuer à la mise en place des opérations de développement, à la condition de préserver l'indépendance de son approche et de lui accorder le temps nécessaire. Ces conditions de travail sont rarement réunies dans le cadre des bureaux d'études et nous ne pouvons que le déplorer au nom de l'efficacité.

B - Le langage de l'universel

Les faits éclatés perdent aussitôt leur cohérence et peuvent être aisément manipulés au profit de n'importe quelle plaidoirie. Ils peuvent par ailleurs être dépouillés de leur particularité, extraits de leur environnement, et insérés dans des catégories universelles : le ménage, l'exploitation agricole, le planteur, etc... Ces universaux se prêtent particulièrement bien au raisonnement analytique et à la réflexion à distance. Ils entrent d'emblée dans le traitement statistique qu'affectionnent les bureaux d'études, dont nous avons dit combien ils visaient à une présentation "savante" des réalités.

En prenant systématiquement l'exploitation agricole ou le ménage ~~comme~~ unité de base pour les relevés statistiques et pour les études de prospective, les techniciens du développement prêtent le flanc à l'accusation d'ethnocentrisme, les exploita-

(a) voir, par exemple, les travaux de Cl. Raynaud au Niger (1979 - "Programme de recherche multidisciplinaire dans la région de Maradi (Niger): méthodes et premiers résultats" - in Maîtrise de l'espace agricole et développement en Afrique tropicale, logique paysanne rationalité technique - Paris, O.R.S.T.O.M., Acte du Colloque de Ouagadougou, 4-8 déc. 1978) et en Mauritanie (1977 - Diagnostic et propositions d'action - Londres, éd. War on Want.).

(b) LEBRET J. (1961) - Dynamique concrète du développement - Paris, éd. Ouvrières, 546 p.

tions agricoles et les ménages du Tiers-Monde n'étant par toujours réductibles au modèle européen. Il arrive fréquemment, par exemple en Afrique, que la gestion foncière soit entre les mains d'un "aîné" au niveau d'un segment lignager. C'est alors à ce niveau qu'il convient d'analyser les travaux culturels, les prestations de la main d'oeuvres familiale, la production et la consommation, les flux des biens et de services, la circulation monétaire, etc... de surcroît les cercles de producteurs et de consommateurs ne se recouvrent pas forcément.

Les enquêtes démographiques réalisées dans les pays du Tiers-monde, cherchent souvent à faire entrer la population active de ces pays dans les grilles socio-professionnelles classiques. Pour plus de précision, on distingue parfois, par rapport aux cultivateurs qui produisent seulement pour eux et pour le marché local des produits d'autoconsommation vivrière, des planteurs qui pratiquent en outre des cultures d'exportation. Ce genre de précision, bien qu'utile, n'en est pas moins insuffisant lorsqu'on constate la pluralité des activités des ruraux africains. A l'artisanat traditionnel (fer, poterie, objets d'art, etc.), se sont ajoutés tous les métiers appris à l'occasion d'un séjour en ville : maçons, menuisiers, tailleurs, commerçants, etc... On arrive à ne plus pouvoir distinguer l'activité principale, de celles qualifiées de secondaires, ainsi chez des ————— actifs bamiléké de l'ouest du Cameroun dont les activités économiques se diversifient et de soutiennent mutuellement, formant de véritables chaînes de petites unités productrices : la plantation assure un revenu annuel modeste, mais

garanti, sur laquelle on greffe d'une activité commerciale, elle aussi bien modeste à ses débuts; les bénéfices sont ensuite investis dans des moyens de transport de plus en plus opérationnels (du pousse-pousse attelé à un vélo, puis au camion de plusieurs tonnes, en passant par la camionnette branquebalante achetée d'occasion). Le même processus peut s'opérer à partir d'un salaire urbain ou rural. Le planteur (ou le salarié) bamiléké est, dans la plupart des cas, un homme d'affaire virtuel. Faut-il alors accorder la priorité à l'analyse synchronique (une majorité de planteurs) ou bien diachronique (parmi ces planteurs, plusieurs se lanceront dans "les affaires", presque tous, en tout cas, essayeront). Il est certain que l'utilisation de catégories universelles appauvrit la réalité complexe des faits à inventorier. Seule, une étude qualitative précédant la collecte de statistiques pourrait aider à élaborer des catégories mieux adaptées; mais en courant bien sûr le risque de ne plus pouvoir comparer les résultats, ainsi obtenus, avec ceux issus d'enquêtes menées sous d'autres cieux ...

Les migrants sont recensés en tant que tels, souvent sans mention de leur origine ethno-géographique. Mais, par exemple, dans le cas de l'Opération Yabassi-Bafang, peut-on mettre indistinctement dans une même catégorie :

- les migrants bamiléké dont la plupart envisagent de rester sur place, d'y faire souche, et de compléter le plus tôt possible leurs activités agricoles par des activités artisanales et commerciales;
- les jeunes migrants éton qui viennent à l'Opération Yabassi-Bafang dans l'attente d'hériter la plantation paternelle, et qui retourneront alors dans leur région d'origine;
- les jeunes migrants "grassfields", originaires d'une région pourvoyeuse de main-d'œuvre agricole pour les complexes agro-industriels du sud-ouest camerounais, qui, à défaut d'une embauche dans ces entreprises, arrivent dans cette opération de colonisation agricole en vue de se constituer le plus rapidement possible un pécule, en partie grâce à l'aide alimentaire versée aux colons durant les trois premières années et en offrant leurs services de tâcherons aux autres colons et aux planteurs autochtones;

- sans parler de quelques bouviers mbororo descendus au sud du Cameroun en conduisant des troupeaux de boeufs, destinés au ravitaillement des grandes villes, et qui sont en quête d'une activité temporaire rémunérée avant de remonter au nord, dans les zones d'élevage ...?

Les solutions techniques préconisées appartiennent également à cet universel. Il en est ainsi, par exemple, de la monoculture des champs, cheval de bataille des moniteurs agricoles qui cherchent en vain à convaincre les planteurs de l'ouest du Cameroun de ne plus mettre des cultures vivrières entre les rangs des caféiers. Or les planteurs justifient cette pratique en disant que les femmes, chargées de ces cultures vivrières, "mettent de la propreté", c'est-à-dire font le saçlage des adventices. Outre cet avantage en temps de travaux, les cultures, ainsi intercalées, garnissent le sol d'un couvert végétal que nous pouvons qualifier d'anti-érosif; enfin les bananiers poussent suffisamment hauts pour apporter aux jeunes caféiers un ombrage bienfaisant lors des saisons sèches. De telles pratiques ne reçoivent pas l'aval des agronomes intransigeants sur les principes généraux ! On aboutit à la confrontation de deux rationalités : celle des promoteurs d'opérations de développement qui cherchent à aligner les paysannats traditionnels du Tiers-monde sur ceux des pays industrialisés, par un transfert de technologie et leur insertion dans une économie marchande généralisée - rationalité qui se situe d'emblée au niveau universel et qui sous-estime les contraintes locales; celle des paysans qui cherchent d'abord à s'adapter à un milieu naturel, à répondre à leurs besoins, à réaliser leurs propres projets, et qui refusent de s'aventurer au-delà de ce que leur permet le calendrier des travaux agricoles et la force de travail dont ils disposent. L'interrogation de J. Lombard est d'actualité : est-ce "une autre fin des paysans : ceux d'Afrique Noire" (a) ?

(a) J. LOMBARD - "Une autre fin des paysans : ceux d'Afrique Noire" Revue Tiers-Monde, janv.-mars 1981, t.XXII, pp. 33-59.

*

*

*

Depuis quelques années, certains milieux scientifiques sont revenus sur l'attitude qui consistait, au nom de la recherche fondamentale, à négliger les études finalisées (a); d'autre part, les opérations de développement n'ont pas induit le "bond en avant" qui était escompté, et les organismes financiers se montrent désormais plus réticents vis-à-vis des projets qui leur sont soumis. Elliot Berg, professeur à l'Université du Michigan Ann Arbor et coordinateur du Groupe d'étude de stratégie pour l'Afrique chargé en 1981, dans le cadre de la Banque Mondiale, de la rédaction d'un rapport sur "le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara", n'hésitait pas, l'année précédente, à critiquer la littérature "normative" consacrée aux projets de développement et le processus de choix de ces projets, insistant sur le caractère non rationnel des acteurs engagés dans ces opérations :

"La littérature sur l'évaluation des projets... vise à élaborer des règles d'optimisation, elle nous dit comment ceux qui prennent les décisions publiques doivent agir s'ils veulent utiliser des ressources de façon "rationnelle" (c'est-à-dire atteindre des objectifs précis à un coût minimum ou atteindre l'objectif maximum avec les ressources disponibles)... Ce point de vue part d'un optimisme profond. Il suppose que les mécanismes de création et de sélection de projets sont eux-mêmes rationnels, et que les difficultés qui sont associées à des projets de développement sont dues principalement à une incertitude inévitable... Un autre scénario est au moins aussi probable, à savoir que le projet était au départ mal analysé, que des techniciens étaient pleinement conscients des défaillances du projet, mais qu'ils étaient impuissants à empêcher son exécution en raison du système bureaucratique d'approbation du projet." (b)

-
- (a) En 1975, par exemple, plusieurs chercheurs ayant une expérience en Afrique et faisant partie de l'INSEE, de l'ORSTOM et du Ministère de la Coopération, constituèrent un groupe de travail de réflexion méthodologique pour "l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain" (AMIRA).
- (b) BERG E., 1980 - "Esquisse d'un modèle bureaucratique du choix des projets", Annales Economiques, n° 14 p. 148-158).

Une plus grande prudence s'établit, favorable à des programmes à plus long terme où la recherche pourra plus aisément trouver place. Encore faudrait-il que les milieux scientifiques se dotent de structures aptes à recevoir les demandes, à les négocier, et interviennent sous forme d'équipes pluridisciplinaires, largement ouvertes aux chercheurs de toute nationalité, et en général à tous ceux qui connaissent concrètement la région concernée. Il s'agit, en définitive, de rejoindre le paysan là où il se trouve, dans sa vie quotidienne, inséré dans une communauté et dans des réseaux sociaux, soumis à de multiples contraintes, échafaudent malgré tout maints calculs que d'aucuns pourraient présenter comme "autocentrés" ! le paysan tel qu'il est, avec son rythme et sa prudence, et non tel que certains voudraient qu'il soit.

BIBLIOGRAPHIE sur l'Opération Yabassi-Bafang

Recensement démographiques et agricoles

- 1 S.E.D.E.S., 1966. - La population du pays bamiléké et des pays limitrophes.
- 2 Direction de la Statistique Générale et des Comptes Economiques, 1966. - La population du district de Nkondjok. Yaoundé, 23 p. multigr.
- 3 CAPOT-REY (P.), 1966. - Opération Yabassi-Bafang : enquête agricole dans le Canton Mbang Nord. Yaoundé, 29 p. multigr.
- 4 AUDEBERT (D.), CAPOT-REY (P.), OWONA (P.), 1968. - Opération Yabassi-Bafang : enquête agricole. Yaoundé, Direction de l'Agriculture, 42 p. multigr.
- 5 O.R.S.T.O.M., 1970. - Dictionnaire des villages du Nkam. Yaoundé, Section de Géographie, 26 p. multigr.

Documents cartographiques et photographies aériennes

- 6 I.G.N. - Photographies aériennes, mission A.E. 325/200, 1966-67.
- 7 I.G.N. - Cartes au 1/50 000e : Foumban (1 a et 1 b), Ndikini-méki (1 c et 1 d).
- 8 I.G.N. - Cartes au 1/200 000e : Foumban-Dschang, Ndikini-méki.
- 9 GEOTECHNIP. - Carte de la zone pilote au 1/20 000e.
- 10 GEOTECHNIP. - Carte de synthèse de la zone test au 1/50 000e.
- 11 S.M.U.H. - Tronçon Fopouanga-Nkondjok; Avant-projet d'aménagement, terroirs et villages projetés; au 1/20 000e.
- 12 S.M.U.H. - Tronçon Fopouanga-Ndokiti; avant-projet d'aménagement; terroirs et villages projetés, au 1/20 000e, 1966.
- 13 SCET-COOP. - Carte des pentes au 1/20 000e.
- 14 SCET-COOP. - Schéma de colonisation, au 1/50 000e, 1969.
- 15 SCET-COOP, puis SODENKAM. - Parcellaires des terroirs au 1/10 000e et lotissement des villages au 1/2 000e.

Monographies départementales et régionales

- 16 C.I.D.E.P., 1963. - Zones économiques du Littoral. Yaoundé, Ministère du Plan.
- 17 s.a., 1965. - Monographie départementale : Nkam. Yaoundé, Ministère du plan.
- 18 Champaud (J.), 1971. - Atlas Régional, Ouest 2, Yaoundé, O.R.S.T.O.M., 192 p. multigr.

Etudes linguistiques

- 19 DUGAST (I.), 1951. - Petit Vocabulaire Bandem. Etudes Camerounaises, n°s 33-34, sept.-déc., pp. 60-66.
- 20 BARRETEAU (D.), 1975. - Rapport d'activité 1973-75. Yaoundé, O.R.S.T.O.M., 37 p. multigr., doc. interne.

Témoignages et études historiques

- 21 NICOT (H.), 1943. - La vie mystérieuse de l'Afrique Noire. Paris, Lausanne, éd. Payot.
- 22 GROB (F.), 1967. - Témoins camerounais de l'Evangile. Yaoundé, éd. CLE.
- 23 DIHANG (J.), 1969. - Traditions orales du pays mbang. CAMELANG, Bulletin de la Section de Linguistique Appliquée de l'Université Fédérale du Cameroun n° 2, Yaoundé.
- 24 BARBIER (J.-C.), 1973. - Le peuplement de la partie méridionale du plateau bamiléké. Communication au colloque international du C.N.R.S. "Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun", 24-28 septembre, Paris, 36 p. multigr.
- 25 BARBIER (J.-C.), 1978. - Note sur les relations entre les populations bamiléké et les Ba-Ndèm. Cahiers de l'ONAREST, vol. 1, n° 2, oct., pp. 45-52.
- 26 KUEMNI TENANG (G.), s.d. - Aperçu historique sur l'Opération de Mise en Valeur Agricole du Nkam, dactylogr.

Rapports préliminaires et rapports d'activité

- 27 MINISTERE DU PLAN, 1963. - L'Opération Yabassi-Bafang.
Yaoundé.
- 28 SCET-COOP, 1965. - Etude de la liaison routière Yabassi-Bafang et de la mise en valeur de la partie nord du département du Nkam; esquisse de mise en valeur agricole de la région test. s.l. 107 p. multigr.
- 29 DEPRET (R.), 1965. - Yabassi-Bafang : urbanisme et habitat, tome 1, tronçon Fopouanga-Nkondjok : note sur les terroirs et les villages projetées. s.l., 42 p. multigr.
- 30 SCET-COOP, 1965. - Etude de la liaison routière Yabassi-Bafang et de la mise en valeur de la partie nord du département du Nkam, 5 tomes
- 31 SCET-COOP, 1967. - Opération Yabassi-Bafang. Mise en valeur de la Région du Nkam. Avant-projet, 3 tomes.
- 32 SCET-COOP, puis SODENKAM, 1966-78. - Rapports annuels de fin de campagne, multigr. Voir aussi, Les rapports d'activités sociales de MOMO Grégoire.
- 33 SODENKAM (1976). - Pré-étude du projet SODENKAM II. Nkondjok, 98 p. multigr.

Rapports d'évaluation de l'opération et autres

- 34 BONNAMOUR, CREPIN (1972). - Opération Yabassi-Bafang. Mission d'évaluation. Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères, Paris, 214 p. multigr.
- 35 BELLONCLE (G.), GENTIL (D.), 1973. - Une expérience de colonisation de terres nouvelles au Cameroun : La SODENKAM, Paris, IRAM, 96 p. multigr.
- 36 BELLONCLE (G.), GENTIL (D.), 1973. - Pour une nouvelle méthodologie du développement rural en Afrique Noire. Les leçons de trois expériences de développement intégré au Cameroun: ZAPI Centre-Sud, ZAPI Est, SODENKAM. 28 p. dactylogr.
- 37 VACHETTE (P.), 1976. - La mise en valeur des vallées du Haut-Nkam, note préliminaire. Douala, I.P.D., 10 p. multigr.
- 38 VACHETTE (P.), 1976. - La mise en valeur des vallées communes du Nkam et du Haut-Nkam, Opération "cultures vivrières" (dossier de projet). Douala, I.P.D., 99 p. multigr. + 89 p. annexes.

Articles de journaux

- 39 VENE (M.), 1969. - Yabassi-Bafang, une opération intégrée de colonisation. Coopération et développement, n° 26 juillet-août, pp. 33-41.
- 40 ? 1970. - L'Opération Yabassi-Bafang, 6 ans après. Bull. Quotidien d'Information de l'Agence Camerounaise de Presse, du 5 nov., n° 254.
- 41 EKOOLA (J.-P.), DATCHOUA SOUPA (C.) et al., 1975-77 - Articles dans Cameroon tribune, voir notamment 21 février, 11 juin, 10, 14 et 29 octobre, 11 et 12 décembre 1975; 15 et 20 avril, 16 et 21 novembre, 3 et 15 décembre 1976; 5, 6, 7 et 8 février 1977, etc.

Mémoires universitaires

- 42 KAMSU TCHUENKA (F.), 1973. - Besoins d'informations et activités culturelles des villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang. Yaoundé, Université, Esijy, mémoire, 57 p. multigr.
- 43 MBANGKON (P.), 1975. - Un exemple de développement intégré au Cameroun : l'Opération Yabassi-Bafang. Yaoundé, Université, Faculté de Droit et Sciences Économiques, mémoire, 54 p. multigr.

Etudes de l'auteur

- 44 BARBIER (J.-C.), 1973 et 78. - Cf. Témoignages et études historiques.
- 45 BARBIER (J.-C.), 1971. - Les villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang. Aspects sociologiques de l'émigration bamiléké en zone de forêt, dans le département du Nkam. Yaoundé, O.R.S.T.O.M., 303 p. multigr.
- 46 BARBIER (J.-C.), 1973. - Colonisation agricole et référence au milieu urbain : exemple des villages pionniers de l'Opération Yabassi-Bafang, au nord-est de Douala (Cameroun). Cahiers O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum., vol. N, n° 2-3, pp. 203-216.
- 47 BARBIER (J.-C.), 1976. - Les sociétés bamiléké de l'Ouest du Cameroun : Etude régionale à partir d'un cas particulier. In "Communautés rurales et paysanneries tropicales", O.R.S.T.O.M., Paris, coll. "Travaux et Documents de l'O.R.S.T.O.M.", n° 53, pp. 103-133.

- 48 BARBIER (J.-C.), 1977. - A propos de l'Opération Yabassi-Bafang (Cameroun). Yaoundé, ONAREST, coll. "Travaux et Documents de l'I.S.H. ", n° 4, 123 p. multigr.
- 49 BARBIER (J.-C.), 1979 - Opérations de développement et histoire des populations : cas de l'Opération Yabassi-Bafang (Cameroun). Cahiers O.R.S.T.O.M, sér. Sci. Hum., vol. XVI, n°s 1-2, 1979:129-152.

Barbier Jean-Claude (1983)

Idéologie des promoteurs des opérations de développement
: Exemple de l'opération Yabassi-Bafang au Cameroun

Yaoundé : ISH, 68 p.